

# THÉORIE

DE LA

# COMPLICITÉ DANS LE DROIT ROUMAIN

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*Présentée et soutenue le Lundi 15 Mars 1909, à 2 heures 1/2*

PAR

**Constantin CRASNARU**

---

*Président : M. LE POITTEVIN, professeur*

*Suffragants* { MM. GARÇON, professeur  
HITIER, agrégé,

---

PARIS

IMPRIMERIE HENRI JOUVE

15, Rue Racine, 15

---

1909



THÈSE  
POUR  
LE DOCTORAT

*La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.*

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

---

THÉORIE  
DE LA  
COMPLICITÉ DANS LE DROIT ROUMAIN

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*Présentée et soutenue le Lundi 15 Mars 1909, à 2 heures 1/2*

PAR

Constantin CRASNARU

---



*Président : M. LE POITTEVIN, professeur*

*Suffragants* { MM. GARÇON, professeur  
HITIER, agrégé,

---

PARIS  
IMPRIMERIE HENRI JOUVE  
*15, Rue Racine, 15*

1909



# Théorie de la Complicité dans le Droit Roumain

---

## PRÉLIMINAIRES

La complicité dans la législation pénale est un des problèmes les plus complexes.

Il s'agit, en effet, de déterminer d'une façon aussi précise que possible le rôle des complices, distinct de celui des auteurs. Cela permettrait d'établir d'une façon évidente la proportion entre l'infraction commise et la peine qu'ils méritent. Le châtimement équitable est à ce prix.

Cependant la définition de la complicité ne se précise, ne prend corps juridiquement que depuis un temps relativement récent.

Les législations anciennes, y compris la législation romaine, l'ignorent.

Une semblable lacune, dans cette dernière législation, est un symptôme remarquable. Malgré la

tenue si parfaitement juridique de leurs lois, les Romains n'ont pas eu en cette matière une conception bien arrêtée. Ils ne se sont pas attachés à distinguer, dans la diversité d'actions que comporte le fait délictueux, le rôle différemment décisif de chacun des acteurs ; ils n'ont pas analysé la part de responsabilité de chacun ; ils n'ont pas mesuré la peine que comportait cette unique *part* de responsabilité. Ils ont enserré tous les infracteurs dans une infraction. Tous sont coupables au même degré ; par conséquent, susceptible d'un châtement identique.

De même l'ancien droit pénal roumain assimilait les complices aux auteurs : l'unité de délit et de peine.

Le Code pénal de 1865 (inspiré des Codes français, prussien et belge) persiste, en matière de complicité, à suivre le Code prussien et s'éloigne du Code français.

Cependant, le Code pénal, comme les autres, n'est dans la plus grande partie de ses dispositions qu'une traduction du Code français. La doctrine roumaine n'est qu'une adaptation des doctrines françaises. *Il nous en coûte de faire l'aveu de cette impuissance créatrice qui ne nous permet pas de citer un seul auteur.*

Malgré ces inconvénients, nous consacrons cette étude à la conception de la complicité dans le droit

pénal roumain, non sans passer en revue les différentes législations étrangères qui, par leurs formules juridiques plus précises, constituent un progrès évident.

Avant de passer à ce qui constitue notre travail même, il nous faut exprimer par avance nos regrets pour les lacunes qui pourront s'y rencontrer. Tout au moins, nous consolerons-nous par la conscience que nous avons d'avoir accompli ce devoir le mieux que nous avons pu : c'est notre excuse la plus sincère sinon la meilleure.



Digitized by the Internet Archive  
in 2026

## CHAPITRE PREMIER

### Les Données Historiques

Chapitre premier. — *Législation pénale dans l'ancien droit roumain* (1).

La législation pénale du peuple roumain consistait à l'origine dans la coutume : — *obiceiu* —. Comme dans toutes les législations anciennes, les peines étaient très cruelles. Le simple vol était puni de la peine capitale ; les grands crimes de la potence, la décapitation et le bûcher.

La loi écrite n'apparaît qu'au xv<sup>e</sup> siècle : en Moldavie, sous Alexandre le Bon, en Valachie pendant le règne de Radu IV. Aucune de ces législations ne nous est parvenue, malheureusement.

Cependant, les coutumes subsistent.

---

1. Alex.-D. Xénopol. *Histoire des Roumains de la Dacie-Trajane*. Ed. Charaga, XII vol.

C. Hamangiu. *Code général de la Roumanie et lois usuelles*, IV vol.

Dans une chronique de Bogdan, fils de Lăpușneanu (1568 1572) nous trouvons trace d'un fait de bigamie qui mit l'auteur — une femme — dans la nécessité de vendre ses biens afin de pouvoir racheter sa faute. Car, le *rachat* ou *wehrgeld* est resté dans la coutume.

Un crime commis à la périphérie d'une commune devait être *racheté* par celle-ci. La loi écrite n'a pas encore laissé d'empreinte dans les mœurs ; les coutumes, plus anciennes, s'attardent.

En Moldavie, au commencement du règne de Basile le Loup une sorte de code appelé *Manuel roumain des lois impériales* fut imprimé (1646). On n'y trouve rien de la matière dont nous traitons.

Le *Manuel* reste en vigueur jusqu'à l'arrivée d'Andronaki Donici (1814-1817).

Le Code établi par ce dernier manque d'esprit de méthode : il édicte des peines pour le cas tout spécial de la complicité par recel mais il ignore totalement la complicité ordinaire,

Art. 6. — *Les receleurs des brigands, leurs aides et conseillers sont jugés au même titre que les criminels et les malfaiteurs.*

Art. 35. — *Lorsque les domestiques d'un maître auront fait violence à quelqu'un et l'auront volé, si le produit du vol se trouve entre les mains du maître, il sera coupable au même degré que ses domestiques. La culpabilité du vol est transmise aux héritiers si*

*ceux-ci se trouvent en possession du produit de ce vol ; les héritiers ne doivent pas bénéficier du produit d'un vol.*

Ainsi donc, les complices par recel étaient punis de la même peine que l'auteur principal. Il est probable que ces deux articles ne sont que l'application d'un principe général d'après lequel les complices sont punis de la même peine que les auteurs et que le législateur l'a trouvé tellement naturel qu'il ne l'a même plus mentionné. Il ne faisait pas de différence entre les complices et les auteurs, comme toutes les anciennes législations. Ce qui est très remarquable, c'est que l'action pénale se transmettait contre les héritiers du coupable si on trouvait dans leur possession les produits du vol, sans distinguer s'ils avaient été ou non de bonne foi.

Ce principe d'égalité de peine entre les complices et les auteurs a subsisté en Moldavie jusqu'en 1865, date de la mise en vigueur du Code actuel ; en effet une circulaire du 31 mars 1825 décida que :

*Celui qui aura facilité la fuite d'un voleur et aura fait disparaître les produits d'un vol sera punissable de la même peine que le voleur.*

Et dans l'article 235 : *Les recéleurs de personnes et de choses seront punis comme le voleur.*

En Valachie, le premier, Mathieu Aga Bassarab (1652) fit imprimer à *Târgovistea*, sa capitale d'alors, son grand Code (*Pravila cea Mare*).

Dans ce Code, tout comme dans la législation Moldave, les complices sont assimilés aux auteurs. Ainsi dans le chapitre (*galvă*) 339 § 11 il est dit : « Celui qui aurait promis au coupable, même après l'accomplissement de la faute (dans le sens d'infraction) de l'aider en quelque sorte, sera puni comme le coupable. »

Cette disposition prévoit donc le cas de fauteur, nous remarquons en passant l'absence dans quelques-unes des législations modernes, Roumanie, France, Belgique.

Chapitre 339, § 10. — *Celui qui aura loué le coupable : a bien fait qui a fait cela (bine a făcut cine a făcut aceasta). Si c'est une faute grave concernant la tête. (Faute de tête est la faute capitale du droit français ; elle entraîne la peine capitale), il sera puni plus que le coupable ; au même degré s'il a loué le coupable avant que celui-ci ait accompli l'infraction.*

Le Code de Ypsilanti (1780-1817) ne s'occupa pas de matière pénale.

Le Code de Caradzea (1817-1852) contient de nombreuses dispositions concernant la complicité et notamment la complicité par recel.

Chapitre II. — *Des Brigands.*

Art. 4. — *S'il est prouvé que celui qui a acheté des objets à des voleurs connaissait leur origine, ou savait la qualité des vendeurs, il sera obligé de rendre*

*les objets, achetés à celui à qui ils ont été dérobés. S'il a été prouvé que l'acheteur ne savait rien, le propriétaire, victime du vol, rentrera en possession de ses objets en remboursant la moitié du prix d'achat. Tous deux se dédommageront sur la fortune du voleur (s'il en a) : le propriétaire de la somme qu'il aura donnée ; l'acheteur de la moitié de ce qu'il a payé.*

Mais lorsqu'il ne s'agit plus de recel des choses, mais de recel des personnes, le recéleur n'est plus puni de la même peine, mais d'une peine que l'on considère indépendamment du crime ou du délit, commis par l'auteur.

Ce qui prouve le sentiment d'équité qui se développe dans le pays et la connaissance des principes juridiques, c'est que, ceux qui hébergent des criminels par peur, ne sont pas du tout punis.

Art. 5. — *Ceux qui seront convaincus d'avoir sciemment hébergé des brigands, seront condamnés à cinq ans de travaux forcés. Seront exempts de toute peine ceux qui les hébergeaient par sentiment de peur.*

Chapitre III. — *Des voleurs.*

Art 4. — *Les recéleurs de choses sont punis comme les voleurs.*

Dans le cas de faillite, le législateur a de tout temps été bienveillant envers les complices du failli. Cela est explicable parce que, à proprement parler,

ceux qui ont recelé des marchandises de la faillite se trouvent dans une catégorie tout à fait distincte ; ils n'ont soustrait ni recelé qu'avec le consentement du propriétaire des choses soustraites ou recélées.

Chapitre IV. — *Des faillites frauduleuses.*

Art. 5. — *Les complices des faillis frauduleux, c'est-à-dire ceux qui feront état de créanciers et seront convaincus de mensonges ; ceux qui affirment avoir prêté des sommes supérieures au prêt réel ; ceux qui ont sciemment caché des marchandises dérobées ou les auront achetées au rabais, seront condamnés à payer la part de dommages qu'on ne pourra recouvrer sur la fortune du failli.*

Une autre exception est apportée à la règle que les complices sont punis de la même peine que les auteurs, c'est celle qui concerne les complices par faux témoignage ; on leur applique la peine du fouet.

Le même article contient une disposition intéressante — qui est peut-être un rudiment de casier-judiciaire, — ordonnant l'inscription sur les registres des juges, des personnes qui auraient été convaincues de faux témoignage.

Chapitre VI. — *Des faux témoins.*

Article premier. — *Quiconque sera convaincu de faux témoignage sera fouetté en public et sa peine inscrite sur les registres des juges.*

Le Code pénal Sturdzien de 1826 (*Pravila lui Ion Sandu Sturdza*) paragraphe 214, décidait que :

*Celui qui donnera argent, instruments, poison à quelqu'un, l'incitant à tuer sera puni de la même peine que l'auteur.*

Ainsi, une fois de plus, le provocateur est assimilé à l'auteur et puni comme tel.

Dans l'ordre chronologique les dispositions de toute la législation valaque est modifiée par le prince Stirbey de 1852. Son Code est une copie du Code pénal français de 1810.

Telle fût pendant trois siècles la législation écrite des deux principautés. La seule sagesse du prince faisait loi, car presque chaque changement de règne donnait jour à un Code nouveau qui portait le nom de son auteur.

Pour conclure et bien caractériser l'esprit de la législation pénale roumaine avant le Code actuel, et pour nous résumer sur ce point, nous dirons que, dans la Valachie, les dispositions concernant les peines de la complicité sont mixtes : tantôt égales, tantôt inférieures à celles de l'auteur principal. Au contraire, dans la Moldavie, il n'y a qu'une peine unique pour les complices et auteurs.

Ce système a duré jusque vers le milieu du xix<sup>e</sup> siècle quand, prenant conscience de leurs horreurs des luttes fratricides, Valaques et Moldaves conçurent l'idée de l'unité nationale représentée par un unique prince régnant issu d'une élection. Cette unité s'accomplit le 24 janvier 1859, le prince Jean Couza I<sup>er</sup> fut

élu par un Parlement consultatif (*Divanul Obştesc*).

C'est à la clairvoyance et à la haute sagesse de ce prince, que nous devons, entre autres, le Code pénal Roumain actuel (inspiré d'après le Code pénal français de 1810), et quelques modifications prises dans le Code prussien (1851) et belge lequel fut promulgué le 1<sup>er</sup> mai 1865.

## SECTION I

### **Définition. — Association et complicité. — Conditions nécessaires à l'existence de la complicité.**

Nous n'avons pas été heureux dans les recherches que nous avons entreprises pour trouver une définition précise et claire de l'idée de la complicité dans le Code pénal roumain.

Aussi nous avons eu recours aux formules du droit français où nous trouvons les deux définitions que voici :

« L'expression « complicité » prise dans un sens strictement juridique indique seulement la participation secondaire au délit, mais dans la signification générale, c'est toute participation principale ou secondaire, que l'on entend qualifier (1). »

« La complicité n'est autre chose que l'existence d'un lien qui unit plusieurs agents dans un même délit, et qui doit les unir aussi dans le châtimement (2). »

---

1. Garraud. *Traité du Droit pénal*, t. II, p. 600.

2. Ortolan, T. I, n° 1254, p. 568.

Ces définitions sont conformes à l'esprit du Code pénal français lequel assimile les complices aux auteurs : châtement égal.

La législation roumaine, pareillement au Code pénal français contient la même lacune.

La loi roumaine établit une distinction entre auteurs et complices, distinction qui se répercute sur la peine à infliger. La définition de la complicité ainsi comprise, est néanmoins absente au Code.

Il conviendrait, peut-être, d'adopter la définition suivante :

*Toute entente préalable de participation secondaire à une infraction déterminée, s'appelle complicité.*

Ainsi la complicité sera définie sous son triple aspect.

1° Différence entre complices — participation accessoire — et auteurs, ceux-ci prenant une part principale à la consommation de l'infraction ;

2° Distinction entre complices et recéleurs, ces derniers commettant un délit *sui generis* ;

3° Et la participation secondaire, qui implique une peine moindre pour les complices (art. 48, C. pén. roumain).

La confusion entre la complicité et l'association étant facile, cette définition ne lui est pas applicable, car, les associés commettent des infractions non déterminées d'avance.

Notre définition de la complicité comporte la néces-

sité de savoir quelles sont les conditions requises pour qu'il y ait complicité. La loi définit plusieurs de ces conditions.

*Première Condition.* — Il faut que le fait auquel on a contribué constitue une action principale et que cette action soit punissable.

Cette condition contient deux éléments : le premier le fait d'un auteur principal qui constitue une infraction à la loi pénale, cet élément est essentiel, car c'est de lui que dépend la complicité. S'il n'y a pas de fait principal, le complice ne peut collaborer à quelque chose d'inexistant.

On voit par là, le lien qui existe entre les complices et auteurs. Le deuxième élément qui est la deuxième partie de cette condition consiste en ce que *le fait principal soit punissable* par notre loi pénale. Nous éclairerons ce deuxième point par un exemple : Le suicide et la tentative ne sont punis ni par le Code pénal roumain ni par le Code pénal français, ces actes sont punis dans d'autres pays (1).

---

1. Parmi les législations étrangères qui ont puni la participation au suicide d'autrui nous citerons : Le Code du Brésil (art. 196) qui punit de deux à six ans d'emprisonnement toute personne « qui a aidé quelqu'un à se suicider ou lui a fourni les moyens en connaissance de cause ». Le Code pénal espagnol (art. 335) dispose ainsi : « Celui qui aidera un autre individu à se suicider sera puni de la prison majeure. » Le Code pénal des Pays-Bas (§ 294) porte : « Celui qui, avec intention, incite un autre au suicide, l'aide à le commettre ou lui en procure les moyens, est puni, si le suicide

Ce qui a déterminé les deux premiers législateurs à ne pas punir le suicide, c'est qu'il ne constitue pas une infraction à la loi pénale, par conséquent il ne peut y avoir non plus de complicité de suicide faute d'infraction. Mais supposons le cas de quelqu'un qui, sur la demande d'un autre, lui a donné la mort. Quelle est dans ce cas la situation juridique ? L'auteur de l'homicide, c'est-à-dire, celui qui a tué, se trouve-t-il justifié par le consentement de la victime ? Par conséquent est-il ou n'est-il pas complice ? Le suicide comme fait principal n'étant pas punissable, la complicité ne l'est pas non plus. Or celui qui donne la mort volontairement avec le consentement de la victime sur son ordre ou sa prière, accomplit un fait principal qui est punissable en lui-même et non pas un fait accessoire qui peut se rattacher au fait principal (1).

Passons à un autre cas : L'auteur principal d'un crime est mort, en fuite ou inconnu. Nous nous trouvons donc dans l'impossibilité matérielle de lui appli-

---

a lieu, d'un emprisonnement de trois ans au plus ». Le Code hongrois (§ 283) : « Sera puni de trois ans de prison au maximum celui qui détermine un tiers au suicide, ou lui procure sciemment à cet effet des moyens ou instruments. » En Angleterre, celui qui aide au suicide est considéré comme meurtrier. Le Code japonais punit l'instigation et l'aide au suicide.

1. M. Garçon. *Code pénal annoté*, p. 690.

M. Garraud. *Traité de Dr. pénal*, t. IV, p. 634.

quer la peine malgré l'existence du fait principal. Alors, nous demandons-nous, cette impossibilité est-elle suffisante pour exempter de peine les complices ? Nous répondons, non. Les complices doivent être punis malgré tout, parce qu'il reste toujours la criminalité objective du fait, et, c'est cette criminalité objective que les complices empruntent (1).

De même lorsque l'auteur principal est déclaré irresponsable, soit pour cause de folie, ou parce que la légitime défense a été reconnue. Voyons maintenant ce qu'il arrive en cas de tentative.

Y a-t-il lieu à appliquer la peine aux complices d'un crime tenté ou manqué ?

En règle générale les complices sont punis dans tous les cas, mais à condition que nous ayons, au moins à l'état de tentative, un fait principal punissable ; c'est à-dire il faut qu'il existe un *corps de délit*, auquel les actes de complicité puissent se rattacher, et que ce délit soit puni :

En supposant le cas d'une infraction, à laquelle l'agent a essayé de participer, sans qu'il y ait eu un commencement d'exécution, la complicité est inexistante, donc, pas de peine, parce qu'il est impossible

---

1. Cass. roumaine : « La découverte ou la non-découverte, la punition ou la non-punition de l'auteur principal, ne peut avoir aucune influence sur le sort du complice ; on peut condamner quelqu'un seulement en qualité de complice, sans que l'auteur soit écroué et condamné. (*Bull.*, 1875, p. 291.)

d'être complice d'une infraction qui n'a pas été commencée. C'est dire que, *la tentative de complicité* n'est punissable d'aucune peine quand même elle a manqué son effet par des circonstances indépendantes de la volonté de son auteur (1).

On exprime cela en disant : *la complicité d'une tentative est punie ; la tentative de complicité n'est pas punissable*. Nous ne croyons pas cela satisfaisant. Le complice ayant fait, quant à lui, tout le nécessaire, l'abstention de celui qui devait jouer le rôle d'auteur n'a pas pour conséquence que le premier soit moins coupable et moins dangereux. Il en serait autrement, lorsque le complice, après avoir fait tout ce qu'il devait faire, aurait ensuite contribué à détourner du crime l'auteur principal. Il y a cependant un correctif possible en nous rapportant aux principes fondamentaux :

1<sup>o</sup> Sans commencement d'exécution de l'infraction par l'auteur, il n'y a pas d'infraction principale ;

2<sup>o</sup> Sans infraction principale il n'y a pas de participation punissable.

*Deuxième Condition.* — Il faut que l'action criminelle soit qualifiée de crime ou délit.

Les articles 47 et 48 du Code pénal roumain (60, C. pén., français) disent :

---

1. Garraud, t. II, p. 624. *Traité de droit criminel*.

Haus. *Droit criminel*, n<sup>o</sup> 375 et suiv.

Chauveau et Hélie, t. I, n<sup>o</sup> 174.

*Seront punis comme complices d'une action qualifiée crime ou délits ceux....., etc.*

Il résulte de ces articles que les complices ne peuvent être punis s'ils n'ont pas participé à une infraction qualifiée crime ou délit par la loi ; en d'autres termes il n'y a pas de complicité pour les contraventions. Cependant, ce principe présente des exceptions : article 393, alinéas 2, 3, 5 et 8 (1).

En règle générale les complicités de contraventions ne sont pas punies. Ce qui a déterminé le législateur à ne pas les punir, c'est leur faible gravité. Le préjudice causé par ces infractions est si minime que le législateur a cru suffisant d'en punir seulement l'auteur ou les coauteurs.

---

1. Article 393 du Code pénal roumain, alinéa 2. — Ceux qui auront occasionné la mort ou la blessure des animaux ou bestiaux appartenant à autrui, par l'effet de la divagation des fous ou furieux, ou d'animaux malfaisants ou féroces, ou par la rapidité ou la mauvaise direction ou le chargement excessif des voitures, chevaux, bêtes de trait, de charge ou de monture.

Alinéa 3. — Ceux qui auront occasionné les mêmes dommages par l'emploi ou l'usage d'armes sans précaution ou avec maladresse, ou par jet de pierres ou d'autres corps durs.

Alinéa 5. — Ceux qui emploieront des poids ou des mesures différents de ceux qui sont établis par les lois en vigueur.

Alinéa 8. — Les auteurs ou complices des bruits ou tapages injurieux ou nocturnes, troublant la tranquillité des habitants.

Mais une autre question se pose : Peut-il y avoir complicité en ce qui concerne les infractions non intentionnelles ? C'est ce qui fait l'objet de la troisième condition.

*Troisième condition.* — Il faut que le complice ait participé sciemment et volontairement, c'est-à-dire qu'il ait eu connaissance du fait et qu'il ait voulu remplir son rôle.

La disposition de cette règle est applicable aux délits intentionnels. Elle est prévue par l'article 50 du Code pénal roumain : *Ceux qui auront, avec connaissance, aidé ou assisté l'auteur ou les auteurs de l'action...* Pourtant si on suppose un délit non intentionnel qui implique qu'aucune intention n'est nécessaire, peut-il y avoir complicité ? Nous allons examiner à ce sujet les opinions des différents pénalistes...

*M. Haus* (criminaliste belge), répond négativement en se basant sur ce que la participation à un crime ou à un délit n'est punissable que lorsque chacun des agents *a eu* l'intention de contribuer à l'existence du crime ou du délit. « Sans doute, dit-il, on peut sans dessein criminel, participer à un homicide ou à un incendie involontaire, mais cette participation n'est pas punissable. Elle ne constitue pas une complicité, pour la raison toute simple que, tout en voulant agir ensemble, les prévenus n'ont pas eu l'intention de commettre un crime ou un délit. Tous

ceux qui ont été involontairement *la cause* de l'homicide ou de l'incendie, soit en provoquant à l'action, soit en exécutant celle-ci ou en y coopérant directement, soit en prêtant pour l'exécution une aide indispensable, sont punis, individuellement, comme auteurs du délit non intentionnel, ceux qui n'ont pris à l'action qu'une part accessoire et dont la coopération n'a pas été une cause du mal produit, échappant à la peine (1). »

Quelques exemples : Sur l'ordre de son maître, dont il guide la voiture, un cocher pousse ses chevaux au milieu d'une foule. Cette imprudence a pour conséquence un homicide.

Un enfant tire un coup de fusil dans un lieu public avec l'aide de son père et il tue ou il blesse une personne.

Un individu avait prêté son fusil, sachant qu'on devait s'en servir pour tirer dans un lieu public ; ou bien il avait appris à des jeunes gens à préparer le feu d'artifice qu'il savait devoir être tiré dans un endroit dangereux.

M. Haus arrive à la conclusion que « les uns et les autres seront *auteurs de plusieurs infractions distinctes*, mais connexes.

Cette théorie est combattue par M. Thiry. Dans les exemples de M. Haus, dit-il, il ya des infractions acci-

---

1. Haus. *op. cit.*, p. 275.

dentelles — des actes d'imprudence qui aboutissent à des conséquences — puisque les résultats ne sont pas voulus. Or c'est cet acte positif que la loi punit en considération du préjudice dont il est cause. D'où il résulte qu'on ne peut pas ; par simple faute, devenir complice d'une infraction intentionnelle (1). — Un autre auteur dit : « Il y a là une situation analogue à celle qui suppose la complicité, c'est-à-dire *l'unité de délit et la pluralité des agents*. Ce n'est pourtant pas une complicité proprement dite, car l'absence d'intention criminelle rend impossible l'existence de la complicité intentionnelle dans les infractions dues à la simple faute. Si dans l'hypothèse d'un dommage dû à la simple faute, les coopérateurs ne sont pas d'accord, sur *l'effet délictueux*, qui n'est ni voulu, ni prévu, ils peuvent du moins l'être sur le *fait* même qui a causé la lésion. Car ce fait est volontaire, et s'il y a concours matériel ou moral de plusieurs personnes, il y a coopération à une œuvre commune (2). »

A ce sujet on a élevé un doute qui se rattache à la question de l'accord de volonté. On a dit : Sans doute la complicité ne peut exister, d'après la loi que pour les crimes ou délits ; mais d'après les principes elle ne peut exister que dans les délits inten-

---

1. Thiry. *Dr. crimin.*, p. 182.

2. Garraud. *op. cit.*, t. II, p. 618.

tionnels. La complicité ne peut pas se rencontrer dans les délits par imprudence. Mais on ajoute : il peut par suite à côté de la complicité intentionnelle exister une complicité par imprudence ou négligence. Le cas se présente dans des contraventions à des lois ou des règlements, n'impliquant ni dommage causé ni intention délictueuse. Je me sers d'un exemple emprunté à M. Garraud :

« Supposons le cas d'un prêtre qui, sur l'ordre de son supérieur, procède aux cérémonies religieuses d'un mariage sans être assuré que le mariage civil a eu lieu. L'un et l'autre sont coupables du même délit contraventionnel : le premier comme complice, le second comme auteur. »

Il y a eu, en effet, entente et concert. ils ont commis le fait *matériel* qui est incriminé par la loi. Et comme cette condition est indispensable à la complicité, il y a dans notre exemple une complicité par imprudence et négligence, qui n'est pas punie par la loi. Pourtant ce délit est puni en vertu de l'article 271 du Code pénal roumain. On peut dire qu'il n'y a pas de complicité dans les délits d'imprudence, et que la loi ne verra une complicité que lorsqu'il y aura eu la même imprudence chez l'auteur et chez le complice.

Mais, dans notre exemple, avons-nous un accord de volontés (sans intention de nuire)? Avons-nous

un fait matériel qui est commis et incriminé par la loi ?

Dans les deux cas, il faut répondre affirmativement, nous affirmons donc l'existence d'une complicité spéciale (complicité par imprudence) qui doit être punie et, si le législateur ne l'a pas prévue, nous avons néanmoins des articles qui peuvent lui être appliqués (art 271, 272 du Code pén. roum.).

Il résulte de ces dispositions, que la responsabilité commune des agents du délit, qu'elle soit basée sur la faute, ou qu'elle soit basée sur le dol, correspond au même fait, à un fait unique et non à autant de faits délictueux qu'il y a de délinquants. Avant de finir ce chapitre qui concerne le complice qui *ait eu connaissance*, il nous faut relever une dérogation à la règle générale. L'exemple le plus saillant qu'on peut choisir est *le crime des foules*, qui constitue une *infraction collective*. Plusieurs individus rencontrent par hasard une jeune fille, se jettent sur elle et s'aident réciproquement à assouvir leur passion. Dans une dispute, l'individu provoqué frappe le provocateur immobilisé par d'autres personnes. Dans les deux cas, on ne peut pas dire qu'il y a préméditation, ni de la part de l'auteur principal ni de la part du complice ; mais il y a une coopération volontaire et intentionnelle.

On voit bien la grande différence tant au point de vue psychologique que juridique, qui existe entre

la complicité *préméditée* qui résulte d'un accord antérieur au délit et celle improvisée qui surgit spontanément au moment même où le délit se commet.

Il y a des auteurs qui ont contesté qu'il puisse y avoir complicité dans les crimes commis par des foules (1). Mais l'opinion générale repousse cette théorie. La *connexité* suppose des délits distincts commis par plusieurs personnes ; la *complicité*, au contraire (délict unique commis par plusieurs ou par la même personne). Nous croyons que notre cas rentre dans la dernière catégorie. Mais cette question est très délicate.

La théorie de M. Haus soulève encore d'autres objections :

a) Nous sommes d'accord sur l'existence de deux auteurs dans son premier exemple (le cocher sur l'ordre du maître) ; mais il faut considérer le maître comme agent provocateur par abus d'autorité conformément à l'article 47 du Code pénal roumain (C. pén. fr., art. 60) et le cocher comme *auteur matériel* non intentionnel (art. 248, C. pén. roum.).

---

1. M. Haus, *op. cit.*, n° 447, dit que dans ce cas il n'y a point de lien qui les unisse dans le même crime, point d'intelligence, de concert, de pacte, qui rende commune à tous la même action criminelle. Si plusieurs ont agi, il y a autant d'infractions distinctes, plus ou moins graves, qu'il y a de faits individuels.

Celui-ci a commis une infraction sans intention de nuire ; il n'a rien fait de plus que d'obéir aux ordres de son maître.

b) Il n'y a évidemment pas plusieurs infractions, puisqu'il ne peut y avoir qu'un seul résultat. En l'espèce le cocher a renversé une personne et lui a passé sur le corps.

La victime est morte. Nous pourrions admettre une pluralité d'infractions si les deux auteurs (avec un nom générique) avaient employé différents moyens ou avaient atteint différents résultats.

c) Il n'y a pas d'infractions connexes car la condition essentielle de la connexité exige une entente préalable (art. 222, Code d'instruction criminelle roumaine ; 227, C. inst. cr. fr.) (1).

En conséquence la théorie de M. Haus tombe d'elle-même. Les deux auteurs se verront infliger des peines différentes : le maître condamné à la peine prévue par l'article 47 du Code pénal roumain ; le cocher à la peine prévue par l'article 248 du même Code.

---

1. « Les délits sont connexes : lorsqu'ils ont été commis en même temps par plusieurs personnes réunies ; lorsqu'ils ont été commis par différentes personnes, même en différents temps et en différents lieux, mais par suite d'un concert formé à l'avance entre elles ; lorsque les coupables ont commis les uns, pour se procurer les moyens de commettre, les autres pour en faciliter, pour en consommer l'exécution, ou pour *en assurer* l'impunité. »

*Quatrième Condition.* — Il faut que la participation ait lieu de façon déterminée par la loi.

D'après cette condition il faut un fait actif, conforme à l'article 50 du Code pénal roumain (1). Nous faisons remarquer, qu'il ne suffit pas d'un fait actif quelconque ; un fait actif défini par la loi est nécessaire, car il n'y a pas de peine applicable sans un texte. C'est pourquoi le Code ne considère pas le cas d'abstention, comme fait de complicité. Nous croyons que le fait en soi est logique, la conséquence serait de dire que, ce fait est punissable de la même peine que le fait principal, ce qui évidemment serait excessif, bien entendu conf. à l'article 59 du Code pénal français (2).

Mais ne peut-on pas punir ces cas comme délits spéciaux ? Evidemment oui ; mais seulement dans certains cas d'abstention très graves (art. 103 C. pén. fr. abrogé).

Mais ce n'est pas seulement l'abstention qui ne

---

1. Art. 50, alinéa 1, Code pénal roumain. — « Ceux qui auront procuré des armes, des instruments, ou tout autre moyen... — Art. 50, alinéa 2, Code pénal français. — « Ceux qui auront avec connaissance aidé ou assisté l'auteur ou les auteurs... »

2. Art. 59, Code pénal français — « Les complices d'un crime ou d'un délit seront punis de la même peine que les auteurs mêmes de crime ou de ce délit, sauf les cas où la loi en aurait disposé autrement. ». — Pén. 43. (Quand le jury aura déclaré les circonstances atténuantes, les peines seront modifiées ainsi qu'il suit.)

doit pas être généralement punie, parce que la loi n'a pas prévu le délit d'abstention, mais le fait actif lui-même, pour constituer la complicité, doit être formellement déterminé par la loi.

Un fait actif quelconque n'autoriserait le juge — dans la plupart des législations modernes parmi lesquelles la législation qui nous préoccupe — à appliquer la peine de complicité. En effet, ce serait un grand danger pour la sûreté des citoyens, de laisser aux juges un pouvoir illimité. Nous ne devons donc pas considérer l'énumération donnée par la loi comme *exempla gratia*, mais comme de droit strict. Nous nous bornons à ces indications ; nous y reviendrons lorsque nous aurons à étudier l'article 50 du Code pénal roumain (60 C. pén. fr.).

## SECTION II

*Le droit roumain : auteurs, co-auteurs, codélinquants. — Auteurs matériels et intellectuels*

Les provocateurs ou instigateurs sont assimilés aux auteurs dans la législation roumaine. La provocation publique non suivie d'effet est punie *comme une infraction spéciale. La provocation ordinaire non suivie d'effet n'est pas punie.*

Il nous paraît intéressant avant d'aborder l'étude de la complicité proprement dite, d'expliquer la si-

tuation de ceux qui accomplissent une infraction, et de ceux qui ont inspiré la résolution de la commettre ; c'est-à-dire, auteurs, provocateurs, co-auteurs ou codélinquants.

En déterminant le rôle joué par chacun depuis le début jusqu'à l'accomplissement de l'infraction, nous pourrions mesurer la part de responsabilité qui revient à chacun de ces agents, et établir ainsi d'une façon claire, la peine juste et équitable qu'il y a lieu d'appliquer.

Le Code pénal roumain (comme le Code français) n'a pas consacré une définition spéciale pour les auteurs, à cause des innombrables infractions qui se présentent. Mais il a défini les infractions (bien entendu avec quelques exceptions, comme par exemple le sujet de notre matière) en indiquant d'une façon précise, les éléments qui les constituent. Et chaque fois que l'on se trouvera en présence d'un individu qui a accompli le fait visé par la loi, cet individu sera auteur et lui seulement. Exemple : L'article 306 du Code pénal roumain dit : *Quiconque a soustrait frauduleusement une chose qui ne lui appartient pas, avec intention de se l'approprier sans raison, commet un vol. (A cela care va lua drintr'ascunes un lucru mișcător al altuia, cu cuget de a și'l însuși pe nedrept săvărește un furt).*

D'après la définition que nous avons donnée au premier chapitre, nous voyons que le caractère essen-

tiel de la complicité consiste dans *l'unité de délit et pluralité d'agents*. Il se peut également que la participation de ces agents n'ait pas la même importance pour chacun d'entre eux, et qu'il y ait, comme dit Bertauld, participation directe et participation secondaire. Pour mieux faire comprendre le rôle joué par chaque individu, nous nous servirons d'un exemple très connu qui ne manque pas de vérité. Dans le cas d'une complicité, le délit est un drame auquel concourent plusieurs acteurs. Comme dans les drames qui se jouent sur la scène théâtrale, chacun de ces acteurs a son rôle, mais tous les rôles ne sont pas de même importance : les uns sont principaux (les premiers rôles), d'autres sont accessoires, entre ces derniers s'il y a encore de nombreuses inégalités, l'effort de tous tend vers un même dénouement. Est-il juste pour cela de les placer sur le même niveau ?

De même que le drame théâtral, le délit parcourt dans ses péripéties des phases diverses et peut se diviser en plusieurs actes, dont la donnée générale est celle-ci : Acte premier : résolution arrêtée du délit ; second acte : la préparation ; troisième acte : l'exécution, jusqu'au délit consommé. Or, comme il peut y avoir dans un drame des acteurs qui figurent dans tous les actes, et d'autres qui n'apparaissent que dans un seul, de même il peut y avoir dans un délit des agents qui prennent part à la résolution, à la

préparation et à l'exécution. D'autres n'auront coopéré qu'à l'une ou à l'autre des phases diverses du délit. Tous sont néanmoins les acteurs du même délit, et il s'agit d'apprécier l'importance du rôle que chacun a joué... Il faut distinguer, parmi ces agents, ceux dont on pourra dire qu'ils sont la cause première, la cause génératrice, la cause efficiente du délit même ; ensuite, ceux qui n'auront fait qu'aider, prêter un secours sans produire l'acte même constitutif du délit. Par conséquent, le rôle des seconds ayant été inférieur au rôle des premiers, leur responsabilité sera moindre. On appelle les premiers auteurs, les seconds auxiliaires ou complices (*stricto sensu*) (1).

Voilà encore quelques définitions intéressantes à voir :

« Les complices sont ceux qui provoquent au crime ou au délit, par une impulsion *accessoire* qui, seule, n'aurait pas produit d'effet. Ils *aident* sans commettre des actes constituant l'action criminelle ou indispensable à l'accomplissement de l'infraction » (2). Une autre définition de la complicité :

« Le mot complice étymologiquement embrasse tous ceux qui ont participé à l'infraction, directement ou indirectement. Dans le langage usuel, il

---

1. Ortolan, t. I, p. 568.

2. Rossi, t. III. p. 45.

désigne celui qui n'a participé au crime que d'une manière accessoire en qualité d'auxiliaire. » (1). M. Bertauld dit : « Les complices, dans l'acception juridique du mot, sont des agents dont la participation à l'infraction n'a pas été directe pour qu'ils puissent être considérés comme *co-auteurs*. Ils ne sont pas étrangers à l'infraction ; ils l'ont couverte de leur patronage, lui sont venus en aide et ont essayé de sauvegarder les auteurs ; mais à proprement parler, ils ne l'ont pas faite. » (2).

« Les auteurs sont ceux qui ont exécuté l'acte délictueux ou criminel, et les complices sont tous ceux qui, sans exécuter, ont volontairement participé à l'acte. Avoir ainsi fourni les moyens de commettre un crime, est un fait qui peut être indifférent, mais si cela est fait pour faciliter le crime, ce sera la relation qui fera la complicité. »

« Ceux qui ont coopéré au fait délictueux d'une façon principale sont *co-auteurs* ; ceux qui ont coopéré accessoirement sont complices. » (3).

D'après ces définitions, nous voyons qu'on appelle les auteurs ceux, qui ont exécuté de différentes façons l'acte criminel ou délictuel ; tandis que les

---

1. Villey. *Cours de dr. crim.* p. 160. — Garraud, t. II, p. 600.

2 A. Bertauld. *Cours de Code pénal*, p. 433.

3. M. Garçon, *Code pénal annoté*, p. 133.

complices ont volontairement participé à l'acte, sans l'exécuter.

Quant aux provocateurs visés par l'article 47 du Code pénal roumain et les complices désignés par l'article 50 du même Code, ils feront l'objet du chapitre suivant. Nous énumérerons et étudierons les différents cas de complicité, c'est-à-dire : 1° la complicité réelle ; 2° la complicité présumée ; 3° le recel.

Les textes qui régissent cette matière sont : 1° les articles 47 et 50 ; 2° l'article 52 ; les articles 53 et 56. L'article 53 prévoit plutôt un délit *sui generis* qu'une complicité, comme nous le verrons plus tard.



### SECTION III

#### Droit Roumain

- 1<sup>o</sup> La complicité antérieure à l'exécution de l'infraction. —  
2<sup>o</sup> Complicité par des faits concomitants à l'exécution du délit. — 3<sup>o</sup> Complicité postérieure à l'exécution du délit.

Aux termes de l'article 47 du Code pénal roumain :  
*« Sont des agents provocateurs ceux qui, par dons, promesses, abus d'autorité ou de pouvoir, menaces ou machinations coupables, auront provoqué à une infraction, ou auront donné des instructions pour la commettre. »*

*Sont aussi des agents provocateurs ceux qui par l'un des moyens indiqués dans l'article 294 auront directement provoqué à l'accomplissement d'un crime ou d'un délit prévus par le Code pénal.*

*Ces agents sont punis comme l'auteur.*

*Ceux qui, par l'un des énoncés dans l'article 294, auront directement provoqué à l'accomplissement d'un crime ou délit prévus par le Code pénal même si la provocation n'a pas été suivie d'effet, seront pu-*

*nis de trois mois à deux ans d'emprisonnement et de 500 à 5.000 francs d'amende.*

*Pour les délits de presse sont responsables : l'auteur, quand il est connu, ou quand on peut le connaître (prouver) ; s'il fait défaut, c'est le gérant ou l'éditeur (1).*

Cet article distingue quatre cas :

- 1° Complicité par provocation ;
- 2° Complicité par instruction ;
- 3° Complicité par les moyens du crime ;
- 4° Complicité par aide et assistance.

En dehors de ce texte, il y en a encore d'autres qui seront développés au cours de notre étude.

---

1. Texte roumain : *Sunt agenți provocatori aceia cari, prin daruri, promisiuni, amenințări, abuz de autoritate sau de putere, uneltiri culpabile, vor fi provocat la o infracțiune, sau vor fi dat instrucțiuni spre a o comite.*

*Sunt asemenea agenți provocatori aceia cari, prin veri unul din mijloacele enumerate în articolul 294, vor fi provocat direct la comiterea unei crime sau unui delict prevăzut de codicele penal.*

*Acești agenți se pedepsesc întocmai ca autorul.*

*Aceia cari, prin veri-unul din mijloacele indicate în citatul art. 294, vor provoca direct la comiterea unui crime sau delict prevăzut prin codicele penal, fără că acea provocațiune să fi produs vre-un efect, se vor pedepsi cu închisoare de la trei luni până la 2 ani și cu amendă de la 500 până la 5.000 lei.*

*Pentru delictele de presă, sunt răspunzători : autorul când e cunoscut sau când se dovedeste ; iar în lipsa lui, girantul, editorul.*

Il nous faut étudier les applications de ces quatre cas :

I. — *Complicité par provocation ou antérieure*

On appelle *provocateur* l'individu qui fait des efforts pour décider d'autres à exécuter le crime qu'il désire. Ces efforts consistent dans les raisons qu'il leur donne pour les déterminer à exécuter le crime projeté. Ces motifs peuvent varier : menaces, promesses, dons, salaires. Il résulte de cette définition que le simple conseil, si écouté et convaincant qu'il soit, ne rentre pas dans notre cas.

Le conseil fait peut-être naître l'idée, mais il ne pourra pas faire naître la résolution, celui qui le reçoit conservant une initiative complète et devant être considéré, par conséquent comme le *seul* auteur (1) ; ce n'est pas la complicité par provocation, — réserve faite de textes spéciaux.

La provocation considérée en elle-même, d'après M. Rossi, n'est autre chose qu'un acte préparatoire (2).

De l'exemple donné plus haut, il résulte que les conditions indispensables pour qu'il y ait provocation sont :

a) *Première condition.* — La provocation doit être spéciale et directe : elle doit avoir aussi pour objet

---

1. Thiry. *op. cit.*, p. 172.

2. Rossi, t. III, p. 29.

le crime ou le délit déterminé qui donne lieu aux poursuites.

Une provocation vague à mal faire serait trop incertaine pour y trouver le lien moral qui constitue la participation.

b) *Deuxième condition.* — La provocation doit avoir été suivie d'effet, et doit avoir produit le résultat que le provocateur avait en vue ; cela est conforme aux principes qui régissent la matière de la participation : « il faut un fait principal auquel on ait coopéré ». L'intérêt est très grand si la provocation a été suivie d'effet (c'est-à-dire si le crime a été consommé) ; on considère le provocateur comme auteur et on lui applique *la même peine*. Ce point est très important parce que le provocateur est puni plus sévèrement qu'il ne devait l'être.

D'après l'article 47, alinéa 3 du Code pénal roumain : *Ces agents (les provocateurs) sont punis de la même peine que l'auteur*. Comme ce point fait partie de la peine, nous l'expliquerons au chapitre consacré à cette matière. Le Code roumain est muet sur la provocation non suivie d'effet, par conséquent, elle ne sera pas punie. Car, si l'individu provoqué à commettre le crime ne le commet pas, ni ne le tente, le fait principal fait défaut ; le fait du complice, la provocation ne peut donc pas être punie (1).

---

1. Le Code pénal sarde punit l'auteur du mandat inexécuté, comme s'il y avait une tentative de crime (art. 99).

Prenons un exemple : En Italie, le métier de sicaire existe encore. S'il s'agit d'une opération *facile*, et qui ne ferait presque pas courir de risques à l'agent, on n'a qu'à payer quelque brigand connu par ses exploits précédents.

Si l'argent a été compté et la parole engagée, ne faut-il pas convenir que le provocateur a fait, pour sa part, tout ce qu'il fallait ?

Qu'importe alors pour apprécier sa criminalité, que la tentative n'ait pas réussi, ou qu'elle n'ait même pas eu un commencement d'exécution ? Comment pourrait-on soutenir que l'action ou l'inaction d'un autre homme puisse me rendre coupable ou innocent ? Que lorsque je n'ai plus rien à ajouter pour qu'un crime s'accomplisse, ce que j'ai fait peut être tout ou peut n'être rien, selon ce qu'un autre en aura décidé sans le porter à ma connaissance ? Voilà comment, par un étrange contraste, les idéalistes du droit criminel en sont venus à le matérialiser ; alors que notre utilitarisme, en attirant l'attention du législateur sur le criminel plutôt que sur le crime, donne ainsi une valeur plus grande au côté intentionnel, relève et annoblit cette science (1).

Nous pouvons répondre à l'objection de M. Garofalo : le Code ne prend pas l'importance de l'action comme critérium, mais l'exécution en elle-même. Il

---

1. Garofalo, *Dr. cr.*, p. 335.

s'agit de savoir en pratique, si le meurtre aura lieu ou non, et cela dépend de l'individu que l'on veut pousser à le commettre. Dès lors le système du Code s'attache à celui de qui cela dépend.

La loi cependant dans une série de cas spéciaux a puni des provocations non suivies d'effet. Le législateur a considéré, qu'à ce point de vue les provocations les plus dangereuses, étaient celles faites par la voie de la presse, ou par d'autres moyens de publicité ; c'est ce qu'on appelle : *provocation publique* (art. 294) (1), parce qu'elle est lancée à la foule. Cette disposition semble être en contradiction avec le premier alinéa de l'article 47 Code pénal roumain, relativement au conseil et au mandat, où la provocation n'est une cause de délit, qu'à la condition d'être appuyée sur un élément spécial d'influence : dons, menaces, machinations. Il n'en est pourtant pas toujours ainsi. L'excitation dont nous parlons est adressée à une foule qui est plus facile à impressionner

---

1. Art. 294 du Code pénal roumain. — « Sera coupable du délit de calomnie, celui qui, soit par des discours tenus dans les lieux publics, soit dans un acte authentique et public, soit par des écrits, des imprimés, des placards affichés, des gravures, des emblèmes vendus ou exposés à vendre, distribués ou affichés en public, aura imputé à un individu quelconque des faits qui s'ils existaient, exposeraient celui contre lequel ils sont articulés à des poursuites criminelles, ou correctionnelles, ou même l'exposeraient seulement à la haine ou au mépris des citoyens. »

que des individus, mais cette provocation doit aussi être directe : elle doit tendre par exemple à incendier tel édifice, à piller telle maison. La condition essentielle de cette provocation consiste dans la publicité, qui seule peut faire naître le danger. Selon Montesquieu « ce ne sont pas les paroles ou les écrits que la loi punit, mais bien une *action* commise, dans laquelle les écrits ou la parole sont employés et dont ils sont les signes extérieurs » (1).

Ces agents provocateurs sont punis de la même peine que l'auteur, lorsque de cette provocation il est résulté un crime ou un délit. Mais que décider dans le cas contraire ? Le plus curieux c'est que, même en cas de *non-effet* ces agents sont punis exceptionnellement par l'article 47, n° 3 : *En cas de non-effet ils seront punis d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de 500 francs à 5.000 francs*. Quelle est la raison de cette disposition ? Le danger de la provocation publique est plus grand que celui de la provocation ordinaire ; car il est plus à craindre que dans le nombre des personnes ainsi provoquées il ne s'en trouve une capable d'accomplissement (2).

Reprenons l'énumération des moyens de provocation :

---

1. Montesquieu, liv. XII.

2. M. Thiry, *op. cit.*, p. 173 ; M. Garraud, *op. cit.*, t. II, p. 649.

1° *Provocations par dons ou par promesses.* — Lorsque quelqu'un s'engage sous forme de pari à donner à un autre une somme d'argent, à condition pour celui-ci de commettre le crime ou le délit qui lui est spécifié. Cette provocation doit toujours être antérieure à la consommation de l'infraction, afin d'exercer une influence sur la volonté de l'agent ; car si la récompense, au lieu de se réaliser avant l'exécution du délit, ne se réalise qu'après, nous aurons dans ce cas une promesse contemporaine du délit, un fait de participation, et, par conséquent une complicité. L'intérêt est très grand au point de vue du Code pénal roumain lequel punit les agents provocateurs comme les auteurs tandis que les complices sont frappés d'une peine moins élevée (excepté dans le cas de l'article 51) (1).

2° *Provocation par menaces.* — Crainte assez redoutable pour déterminer celui-ci à commettre l'infraction. Cela n'est que l'application d'un principe général qui domine toutes les branches du droit, toutes les fois qu'il s'agit d'apprécier l'existence ou le vice du consentement.

---

1. Dans le même sens le Code pénal belge qui punit d'un emprisonnement de huit jours à trois ans et une amende de 50 francs à 3.000 francs (art. 1 de la loi du 25 mars 1891).

Le Code pénal français punit « d'un an à cinq ans d'emprisonnement, si cette provocation n'a pas été suivie d'effet, et de 100 francs à 3.000 francs d'amende. » (Art. 24, loi du 12 décembre 1893).

De même qu'en matière civile les menaces ne vicient le consentement de celui qui contracte, que lorsqu'elles présentent un caractère de gravité exceptionnelle et que la simple crainte révérentielle n'est censée influencer en rien sur la liberté d'esprit et par tant sur la validité du consentement de celui qui l'a subie ; de même en droit pénal il n'y aura provocation par menaces que lorsque les menaces auront présenté pour le patient un danger évident, et au contraire s'il n'y avait que des menaces légères celui qui les a faites ne sera pas coupable, car elles n'ont pas été de nature déterminante. La volonté de celui qui a commis l'infraction a pu se mouvoir, raisonner, s'abstenir : s'il ne l'a pas fait il doit tout seul en supporter les conséquences. Et c'est justice.

Mais pourquoi celui qui agit sous la pression de menaces, si dangereuses fussent-elles, est-il néanmoins puni, puisqu'il est certain que sa volonté n'a pas été entièrement libre ? C'est parce que la loi pénale se pose, pour édicter les peines au point de vue du fait accompli.

Est-ce juste ? Certainement oui.

Car c'est encore un principe général, *qui mavus cult*, celui qui choisit entre deux maux choisit néanmoins ; il *avoulu* quelque chose, mais sa volonté ayant été viciée, c'est au juge du fait qu'il appartient d'apprécier souverainement, selon les circonstances de la cause, s'il y a ou non lieu d'adoucir sa peine.

3° *Provocation par abus d'autorité ou de pouvoir.*

— Il faut entendre par *autorité* un moyen d'action, un pouvoir qui diffère du simple mandat ou du simple conseil criminels, et consistant dans la puissance que certaines personnes exercent sur d'autres.

Mais quelles sont donc au juste ces personnes ? Faut-il seulement comprendre parmi elles celles qui jouissent d'une autorité établie dans le sens de l'article 1000 du Code civil roumain (1384 C. civ. français) comme celle du père ou du tuteur sur les enfants, du maître sur ses préposés, de l'artisan sur ses apprentis, de l'instituteur sur ses élèves ? ou encore dans le sens de l'article 195 du Code civil roumain (213 C. civ. français) de l'autorité du mari sur sa femme ? Ou bien faut-il aussi entendre par autorité toute autorité morale quelconque, par exemple l'autorité de l'amant sur sa concubine (Garçon, C. pén., p. 149, n° 260) ou toute autre autorité morale (1) ?

C'est dans ce dernier sens que les opinions paraissent se fixer. Et dans un autre ordre d'idées, pour qu'il y ait complicité par *abus* d'autorité, faut-il qu'il y ait des faits extrêmement graves ? Oui, certaine-

---

1. *Cass. roumaine*, « Par autorité dans le sens de l'article 47 C. pén. on peut comprendre non seulement l'autorité légale mais aussi l'autorité morale qu'un individu exerce sur d'autres, assez grande pour les déterminer à l'accomplissement d'un fait délictueux ». (Bull. 1866, p. 437.)

ment ici, comme dans l'hypothèse de menaces il faut des faits graves pour qu'il y ait complicité par abus d'autorité. Autrement dit, il faut qu'il y ait *abus* d'autorité et non pas *exercice*, et il n'y aura abus que lorsque le *dépositaire de l'autorité en aura* manifestement dépassé les limites.

*Le pouvoir* est l'autorité légale (1), exercée par le supérieur sur son subordonné, par exemple : le pouvoir que les fonctionnaires civils ou militaires et les ministres du culte exercent sur leurs subordonnés (2).

4<sup>o</sup> *Provocation par machination*. — C'est la fraude,

---

1. M. Garraud dit que : « L'autorité ou le pouvoir dont il s'agit dans cet article ne doit pas s'entendre seulement de *l'autorité légale*, mais de toute puissance, soit de droit, soit de fait, que des personnes privées, tel qu'un père, une mère, des ascendants, des maîtres ou des instituteurs, etc., exercent sur d'autres personnes (*op. cit.*, t. II, p. 644). »

2. Art. 158, C. pén. roum. — « Tout fonctionnaire public, agent ou préposé du gouvernement, de quelque état et grade qu'il soit qui aura requis ou ordonné, fait requérir ou ordonner l'action ou l'emploi de la force publique contre l'exécution d'une loi, ou contre la perception d'une contribution légale, ou contre l'exécution soit d'une ordonnance ou mandat de justice, soit de tout autre émané de l'autorité, sera puni de réclusion ; mais si cette réquisition ou cet ordre ont été suivis de leur effet, la peine sera le maximum de la réclusion. »

Art. 160 C. pén. roum. — « Si, par suite desdits ordres ou réquisitions, il survient d'autres crimes punissables des peines plus fortes que celles exprimées à l'article 158, ces peines plus fortes seront appliquées aux fonctionnaires, agents ou préposés, coupables d'avoir donné lesdits ordres ou fait lesdites réquisitions. »

le déguisement, les artifices dont on fait usage pour tromper celui que l'on veut pousser au crime c'est le *dolus malus* du droit romain. C'est le fait de tromper l'auteur sur le caractère légal ou moral de l'action en lui persuadant qu'elle n'est défendue par aucune loi, qu'elle n'est pas punissable dans ces circonstances ; qu'elle est commandée par la religion, par la morale, l'honneur ; c'est encore l'action consistant soit à induire l'agent en erreur relativement à un fait ; soit en profitant de son ignorance à lui persuader de verser du poison ; soit à l'engager à commettre le crime ou le délit. On persuade par exemple à un paysan qu'un sien ennemi a ensorcelé son enfant et que, pour le sauver, il faut tuer le sorcier.

## II. — *Complicité par Instructions*

*Instructions données.* — Contrairement aux provocations, les instructions données constituent par elles-mêmes un mode de complicité, sans qu'elles aient besoin d'être accompagnées de circonstances accessoires, telles que dons, promesses, menaces, abus d'autorité ou de pouvoir. Mais suffit-il pour encourir la responsabilité pénale de complicité d'avoir seulement donné les indications à l'aide desquelles, celui qui les reçoit, a pu commettre l'in-

fraction ? Non, elles doivent être formelles, précises et de nature non seulement à déterminer l'auteur principal, mais encore à faciliter l'exécution de l'action. Le simple conseil, ainsi que nous l'avons vu. (*supra* p. 41), ne saurait être retenu comme fait de complicité. Pour être plus clair, prenons un exemple : Un domestique indique à quelqu'un la place où son maître cache ses valeurs, sans savoir que la personne, à qui il a donné ces détails est un malfaiteur.

Si le confident mettant à profit les confidences reçues commet le vol, le domestique est-il complice par le simple fait de son indiscretion ? Non, car, conformément aux conditions de la complicité, l'intention de participer au délit est un élément indispensable. On ne peut pas admettre, ainsi que nous l'avons démontré plus haut, une complicité par simple faute dans les délits intentionnels (1).

### III. — *Complicité par les moyens du délit*

L'article 50 dispose : « Seront punis comme complices d'une action qualifiée crime ou délit :

1° *Ceux qui auront procuré des armes, des instruments ou tout autre moyen qui a servi à l'accomplissement du fait, sachant qu'il devait y servir ;*

---

1. Dans le même sens : Garraud, *op. cit.*, t. II, n° 675. — Faustin-Hélie et Villey, t. I, n° 226.

2° *Ceux qui auront, sciemment, aidé ou assisté l'auteur ou les auteurs de l'action dans les faits qui l'ont préparée ou facilitée ou dans ceux qui l'ont consommée, sans préjudice des peines qui sont portées contre les auteurs des complots ou des provocations attentatoires à la sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat, même dans le cas où le crime qui était l'objet des conspirateurs ou des provocateurs n'aurait pas été commis ;*

3° *Ceux qui, en connaissance de cause, auront contribué à la vente, ou seulement à la distribution ou l'exposé d'une écriture, d'un imprimé, d'un dessin ou d'une gravure, qui ne voudront pas dire le nom et le véritable domicile de l'auteur, du gérant, de l'éditeur, quand l'écriture, l'imprimé, le dessin ou la gravure contiennent crime ou délit.*

*Les personnes citées plus haut seront exemptes de toute peine :*

a) *Si elles font connaître l'individu de qui elles tiennent l'écriture, l'imprimé, le dessin ou la gravure ;*

b) *Si elles font connaître les vrais auteurs, gérants et éditeurs (1).*

---

1. Texte roumain : « Vor fi pedepsiți ca complici ai unei fapte calificate crimă sau delict :

« 1° Aceia cari vor fi procurat arme instrumente sau ori ce alte mijloace cari au servit la comiterea faptei, știind că au să servească la această comitere ;

La classification faite par le Code pénal roumain est défectueuse. Nous avons vu que dans l'article 47 on parle des agents provocateurs ; dans les articles 48 et 49, on parle de la peine des complices et dans l'article 50, on indique les individus qui sont considérés comme complices. Nous sommes obligé de ne pas suivre l'ordre du Code et de commencer d'abord par l'article 50.

Les articles 48 et 49 seront traités au chapitre que nous consacrerons à la peine.

Les complices comme les auteurs se divisent en complices *matériels* et *intellectuels*. Les premiers participent à la préparation ou à l'exécution d'un fait qualifié crime ou délit (art. 50, nos 1 et 2); les

---

« 2° Aceia caricu bună știință vor fi ajutat sau asistat pe autorul sau autorii acțiunei în faptele cari au pregădit-o, sau au înlesmit-o, sau în acelea cari au săvârșit-o, fără prepudițiul pedepselor cari sunt pentru autorii de comploturi sau de provocațiune în contra siguranței statului, chiar în cazul când crima ce aveau în vedere conspiratorii, nu se va fi executat ;

« 3° Aceia cari vor fi contribuit, în cunoștință de cauză, la vânzarea sau numai la distribuirea ori expunerea unei scrieri, unui imprimat, unui desemn sau unei gravure, cari nu vor arăta lămurit numele și domiciliul adevărat al autorului, girantului, editorului, când scrierea, imprimatul sau gravura conțin crimă sau delict.

« Persoanele de mai sus vor fi scutite de ori-ce pedeapsă :

« a) Dacă vor arăta pe adevăratul individ de la care țin scrierea imprimatut, desemnul sau gravura ;

« b) Dacă vor arăta pe adevărații autori, giranți, și editori. »

seconds, c'est-à-dire les complices intellectuels, sont compris dans l'alinéa 3 de l'article 50 : « Ceux qui auront contribué sciemment à la vente ou seulement à la distribution ou à l'exposition d'écrits, d'imprimés contenant crime ou délit ».

Nous devons faire ici une remarque importante : les personnes qui se sont chargées de la vente ou seulement de la distribution sont considérées comme complices, tandis que l'auteur, le gérant et l'éditeur sont considérés comme auteurs provocateurs, et responsables successivement.

Quels sont les *complices matériels* ? L'article 50 dit : *ceux qui auront procuré des armes... sachant qu'ils devaient servir* ; pour que ceux qui auront procuré des armes soient considérés comme complices, deux conditions essentielles sont exigées : 1<sup>o</sup> les armes, instruments ou moyens procurés doivent avoir servi à l'action ; 2<sup>o</sup> il faut encore que celui qui les a procurées, ait su qu'ils devaient y servir. Ainsi, celui qui fournit les instruments doit savoir qu'ils serviront à l'exécution d'un acte criminel ou délictueux déterminé.

L'article 315 du Code pénal roumain, correspondant à l'article 398 du Code pénal français définit ainsi les fausses clefs : *Sont qualifiées fausses clefs tous crochets, clefs imitées, contrefaites, altérées, ou tout autre instrument qui n'a pas été destiné par le propriétaire, locataire ou aubergiste, à ouvrir ou fer-*

*mer les serrures, cadenas ou toute autre fermeture, auxquels le coupable les aura employées.*

Et l'article 316 du Code pénal roumain décide que : *Quiconque sciemment aura contrefait ou altéré des clefs sera condamné à un emprisonnement d'un mois et demi à un an.* l'article 399 n° 2 du Code pénal français ajoute : *Si le coupable est un serrurier de profession, il sera puni d'un emprisonnement de deux à cinq ans et d'une amende de 50 à 500 francs.* Cet alinéa ne figure pas dans le Code roumain, ce qui nous amène à dire que la profession de serrurier ne constitue pas une aggravation en cas de contrefaçon ou altération de clefs.

Si nous nous reportons à la deuxième condition que nous avons formulée : *que le tiers sait que l'objet doit servir à un crime déterminé*, nous serons amenés à faire la distinction suivante : Dans un premier cas, le serrurier en procurant la fausse clef sait que le crime sera commis et le désire, dans le but d'en avoir sa part. Dans ce premier cas, il n'y a pas de doute : il sera réputé complice puisque son intention est que le crime soit commis.

Dans un deuxième cas, le serrurier, simplement insouciant, n'a aucun intérêt au crime ; il sait que la clef va servir pour le commettre et il la vend quand même. En pareille hypothèse, a-t-on dit, il ne sera pas punissable parce que le Code pénal français de 1791 déclare qu'il ne le serait pas, et, si le Code de 1810

n'a pas repris la formule, il n'y a pas lieu de supposer qu'il ait voulu édicter une solution différente ; car ce qui fait le crime, c'est l'intention, et dans le cas qui nous préoccupe, l'individu n'a pas l'intention du crime. Il faut observer que ce qui effraie et empêche de déclarer que l'individu en pareil cas est complice, c'est qu'il serait alors punissable de la même peine que l'auteur (art. 59 du C. pén. franç.). On trouve que cela serait excessif. Et en effet cela est excessif. Car il y a dans l'espèce « un élément matériel, c'est-à-dire un fait de contrefaçon ou d'altération de clef, et un élément moral qui consiste dans la connaissance de contrefaçon et dans la prévision de l'usage qui pourra en être fait » (1). Mais il n'y a pas de connaissance d'infraction *déterminée*, donc il n'y a pas de complicité, mais un délit spécial.

### *De la complicité par moyens donnés*

L'article 50 dispose : *armes, instruments ou tout autre moyen qui aura servi à l'action sachant qu'il devait y servir* (2). La loi dit « tout moyen ». Elle

---

1. Garçon, *op. cit.*, p. 1256, art. 399, n° 1.

2. *Cass. roumaine* : « D'après les articles 48, 50 et 320 du Code pénal, pour que la peine soit appliquée au complice, les juges doivent examiner si les éléments constitutifs de la complicité conforme à l'article 50, sont réunis. On est réputé complice, quand on procure sciemment pour l'accomplis-

n'a donc pas assigné des limites à l'appréciation du juge. Le Code pénal a sans doute voulu punir, comme complice, celui qui a fourni non seulement les armes et instruments, mais celui qui a prêté sa maison pour l'exécution d'un crime ou d'un délit (272 C. pén. r.) (1). Pourtant, il y a des auteurs qui soutiennent le contraire. Ils disent : « Il ne faut pas poser en règle générale et absolue que le fait de prêter un immeuble pour la consommation d'un

---

sement du crime ou du délit des armes, instruments ou tout autre moyen qui a servi à l'accomplissement du fait, ou sciemment, on aide ou on assiste les auteurs ou ceux qui ont aidé ceux-ci. De ces dispositions, il résulte que si la coopération ne consiste pas dans les faits préparatoires, ou ceux qui ont facilité l'accomplissement du crime ou délit, mais seulement dans le fait de procurer des armes, instruments, ou tout autre moyen ; en conséquence, pour appliquer la peine de complicité, il faut qu'il soit démontré que ces instruments ou moyens ont servi à l'accomplissement du crime ou du délit, car le fait de procurer des instruments dans le but de la préparation du délit ou du crime s'ils n'y ont pas servi, ne peut pas être qualifié de complicité et puni par le Code pénal (*Bull.*, 1879, p. 349).

1. « Seront punis de la peine d'un emprisonnement de deux ans, ceux qui, sans l'ordre des autorités compétentes, et hors les cas où la loi l'ordonne, ou permet spécialement de saisir une personne, auront arrêté, détenu ou séquestré une personne, pour un motif quelconque, et sans intention de commettre un délit.

« Seront punis de la même peine quiconque aura prêté un lieu pour exécuter la détention ou séquestration de la personne » (art. 272).

délit constituera toujours cette aide essentielle. Nous reconnaissons qu'il en sera ainsi pour la détention arbitraire, à cause de la nécessité d'avoir un immeuble à sa disposition et de la difficulté de se le procurer. Mais, pour d'autres infractions par exemple, un vol, une extorsion de signature, un meurtre, il se peut que la prestation de l'immeuble constitue uniquement une facilité pour l'auteur du délit ; mais dans cette hypothèse c'est l'article 67, alinéa 4 (du Code pénal belge) qu'il faut appliquer (1).

M. Haus soutient que *tout moyen* ne s'applique qu'aux objets mobiliers qui ont servi à l'action (2).

M. Garçon soutient en sens contraire « qu'ainsi serait complice pour avoir fourni les moyens de commettre le crime celui qui, sciemment, prêterait la maison où il a été consommé » ; et que la loi a employé cette expression *tout moyen* afin de laisser au juge le plus large pouvoir d'appréciation (3). Nous préférons cette manière de voir.

#### IV. — *Complicité par aide (ou assistance)*

L'article 50 alinéa 2 punit encore comme com-

---

1. M. Thiry. *op. cit.*, n° 248. L'article 67-4° du Code pénal belge. « Seront punis comme complices ceux qui auront avec connaissance, aidé ou assisté l'auteur ou les auteurs du crime ou du délit, dans les faits qui l'ont préparé ou facilité ou dans ceux qui l'ont consommé.

2. M. Haus, *op. cit.*, t. I. n° 557.

3. Garçon, *op. cit.*, p. 149. — Villey. *Dr. cr.*, p. 155.

plices : *ceux qui auront sciemment, aidé ou assisté l'auteur ou les auteurs de l'action dans les faits qui l'auront préparée ou facilitée, ou dans ceux qui l'auront consommée.* Dans ce texte, la loi a compris tous les individus qui auront aidé ou assisté les auteurs soit avant, soit pendant l'exécution du délit. Il nous faut remarquer que lorsque la participation des complices a été telle que, sans leur coopération le délit n'eût pu être commis, alors ils sont considérés et punis comme *auteurs* (1). Le législateur roumain a consacré à ce genre de complicité l'article 51 (2). Lorsqu'un accusé, à raison d'une participation principale, par aide ou assistance, se trouve traduit devant la Cour d'assise, on demande d'abord au jury : 1° Si l'accusé est coupable d'avoir sciemment aidé ou assisté l'auteur, ou les auteurs, de l'action dans les faits qui l'ont préparée ou facilitée ou dans ceux qui l'ont consommée ; 2° Il est interrogé ensuite sur le point de savoir s'il a prêté, pour l'exécution du crime, une aide telle que, sans elle, le crime n'eût pas été commis (3). Dans ce cas le complice est con-

1. Haus, p. 445. *Dr. cr.*, n° 561 — Garraud, *op. cit.*, t. II, p. 665, n° 678.

2. Art. 51. C. pén. roumain. — *Le complice sera puni comme l'auteur principal quand sa coopération a été telle que, sans elle, le délit n'eût pas été commis.*

Dans le même sens, v. art. 66-67 du C. p. belge.

3. Il est évident que le jury ne doit répondre à la seconde question, qu'après avoir répondu affirmativement à la première. (Haus dans le même sens, p. 426.)

sidéré comme *co-auteur*. Le Code pénal français n'a pas prévu cette coopération pour ainsi dire spéciale, parce qu'elle était inutile à cause de l'identité de peine prévue pour les complices et auteurs.

Les conditions pour qu'il y ait complicité concomitante sont les suivantes :

1<sup>o</sup> Il faut d'abord un acte positif d'aide ou d'assistance. Dans ce cas il est laissé au juge toute liberté d'appréciation, et dans ce système il n'y a pas de critérium en droit ;

2<sup>o</sup> Il faut que cette aide ou assistance ait *préparé* ou *facilité* le délit.

Exemple : Un domestique, en se mettant d'accord avec des malfaiteurs, laisse la porte ouverte pour qu'on puisse y entrer et voler son maître ; il tombe sous le coup de l'article 50, alinéa 2, il est réputé complice.

Mais s'il y a eu aide ou assistance telle que sans sa coopération dans les faits qui ont consommé le crime, celui-ci n'eût pu être accompli, le domestique sera considéré comme co-auteur. (Conf. à l'art. 51 du C. pén. roum.) (1).

3<sup>o</sup> Il faut enfin que l'inculpé ait agi sciemment, et les questions ainsi posées au jury doivent être explicites ; cet alinéa 2 (art. 50) prévoit encore comme complices ceux qui font partie d'un complot (art. 79

---

1. Dans le même sens : Garraud, *op. cit.*, II, p. 667.

du C. pén. roum., ou 89 du C. franç.), et ceux qui font partie des attentats dirigés contre la sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat (art. 81, 82 du C. pén. roum. ou 91 et 92 du C. pén. franç.). Ces complices sont punis lors même que le crime qui était l'objet des conspirateurs ou des provocateurs n'aurait pas été commis. Passons aux complices intellectuels :

Aux termes de l'article 50, troisième alinéa : *Ceux qui auront contribué, en connaissance de cause, à la vente, ou seulement à la distribution d'une écriture, d'un imprimé, d'un dessin ou d'une gravure, et qui refuseront de livrer le nom et le véritable domicile de l'auteur, du gérant, de l'éditeur, lorsque l'écriture, l'imprimé, le dessin ou la gravure constituent un crime ou un délit.*

*Les personnes citées plus haut seront exemptes de toute peine :*

*1° Si elles livrent le véritable individu de qui elles tiennent l'écriture, l'imprimé, le dessin ou la gravure ;*

*2° Si elles livrent les vrais auteurs, gérants et éditeurs.*

Tels sont les quatre cas de l'article 50 du Code pénal roumain. Il nous faut examiner en deuxième lieu la complicité présumée.

## SECTION IV

### *Complicité présumée*

D'après l'article 52 *C. pén. roumain* : *Ceux qui connaissant la conduite criminelle des malfaiteurs exerçant des brigandages ou des violences contre la sûreté de l'Etat, la paix publique, les personnes ou les propriétés, leur auront fourni habituellement logement, lieu de retraite ou de réunion, seront punis comme leurs complices (1).*

La complicité prévue dans cet article est une complicité présumée. On ne peut pas concevoir une complicité postérieure à l'infraction. Mais remarquons-le bien, ce n'est pas le recèlement seul, c'est l'habitude de receler, qui constitue l'acte de complicité, c'est-à-dire que le complice présumé connaissait ici les brigandages ou violences des malfaiteurs (2).

---

1. Texte roumain : *Aceia cari, cunoscând culpabila purare a făcătorilor de rele în uneltire de tâlhării sau de silnicii contra siguranței statului, a liniștei obștești, a persoanelor sau a proprietăților, sunt deprinși a le da mai întot-d'una găzduire, loc de scăpare ori de întâlnire, se vor pedepsi ca complici ai acelor făcători de rele.*

2. Cass. roumaine : « Par l'article 52 du Code pénal le législateur estime comme complices des malfaiteurs, tous ceux qui connaissaient la mauvaise conduite de ceux-ci, dans des machi-

Les conditions de cette sorte de *complicité présumée* se ramène à quatre :

a) Il faut qu'il s'agisse de malfaiteurs, exerçant des brigandages ou des violences de la nature définies par la loi (font exception, le vol simple, les faisant métier de faux, les délits, autres que le brigandage). Ils échappent, parce qu'il faut s'en tenir au sens strict de la loi (art. 52) ;

b) Il faut qu'il y ait habitude de recevoir. C'est dans ce cas seulement qu'on peut tirer cette présomption très raisonnable que l'individu est leur associé, leur complice ;

c) Il faut que l'individu ait connu la conduite criminelle des malfaiteurs, c'est-à-dire qu'il ait agi en connaissance de cause ;

d) Qu'il ait fourni *logement, lieu de retraite ou de réunion*, en un mot, *asile*. Le fait de s'être borné à leur procurer des aliments ou même habituellement la nourriture n'est pas suffisant pour le qualifier complice.

Il y a encore une cinquième condition qui résulte de l'esprit de la loi (les crimes dont le logeur sera considéré comme complice devront rentrer dans

---

nations, des brigandages et délits contre la sûreté de l'Etat, la paix publique, les personnes ou les propriétés, leur fournissent habituellement logement, lieu de retraite ou de réunion. » (*Bull.*, 1866, p. 437.)

le but de l'association qui s'est formée entre les malfaiteurs et lui). Les recéleurs sont complices de tous les crimes que les malfaiteurs auront commis pendant tout le temps qu'aura duré l'habitude du recel (1).

Il y a encore d'autres hypothèses prévues par les articles 197 et 216 du Code pénal roumain qui sont importantes à citer :

D'après l'article 197 : *Ceux qui auront recélé ou fait receler des personnes qu'ils savaient avoir commis des crimes comportant des peines afflictives seront punis d'un mois à un an d'emprisonnement, et si les recéleurs ont participé au partage des choses volées, la peine sera de deux ans, exception faite pour les ascendants et les descendants.* Ce qu'il y a d'intéressant dans cet article, c'est qu'il veut punir surtout l'acte de celui qui cache l'auteur d'un crime (2) le recéleur de criminel. Pour que cet article puisse être appliqué, il n'est pas nécessaire qu'il y ait habitude de recel de criminels, ce qui constitue donc une différence capitale avec l'article 52. La différence est très grande parce que la peine est de deux ans seulement, tandis que s'il était considéré comme complice elle serait plus élevée.

---

1. Dans le même sens : M. Garraud, *op. cit.*, t. I, p. 676. — Thiry, *op. cit.*, 179.

2. Pour l'exception faite des ascendants et des descendants, voir ci-dessous.

D'après l'article 216 : *Seront punis de deux ans d'emprisonnement, tous autres individus chargés d'un service quelconque dans ces bandes, et ceux qui auront sciemment et volontairement fourni aux bandes, armes, munitions, instruments de crime, logement, retraite ou lieu de réunion.*

Citons encore l'article 213 relatif à l'association : *Toute association de malfaiteurs dans le but de nuire aux personnes ou aux propriétés, constitue un crime contre la paix publique.*

Comme on le voit, cet article prévoit des crimes qui ne sont pas encore déterminés, non quant à leur nature, mais quant à leur sujet passif ou objet distinct qui est punissable.

Art. 215. — Cet article punit les complices même si l'association n'a pas été suivie d'effet. Il dit : *Quand ce crime n'aurait été accompagné, ni suivi d'aucun autre, les auteurs, directeurs, associés et les commandants en chef ou en sous-ordre de ces bandes seront punis de la réclusion.*

Nous allons examiner maintenant l'article 53 qui concerne les recéleurs.

SECTION V

*Complicité spéciale (et délit « sui generis ») (1)*

*Le recel*

Art. 53 C. pén. roumain. — *Ceux qui sciemment auront caché en tout ou en partie, des choses ou de l'argent, obtenues à l'aide d'un vol ou de l'accomplissement d'un crime ou d'un délit, sont des recéleurs et non des complices.*

*Les recéleurs sont ceux qui, sciemment, auront acheté, ou auront reçu en échange ou cadeau, les auront prises pour les vendre, détruire, ou transformer, ou les auront reçues en paiement ou gage des choses ou de l'argent obtenus à l'aide d'un crime ou d'un délit.*

---

1. Cass. roumaine : « Le recel, dans les différents cas énoncés par l'article 53 du Code pénal, constitue un fait indépendant, un *délit sui generis*, parce que le Code pénal par ses articles 54 et 55, prévoit une peine spéciale. Par conséquent, les recéleurs prévus par l'article 53 du Code pénal ne sont pas réputés avoir coopéré à l'accomplissement du fait pénal, et directement ni indirectement, car ils ne sont ni co-auteurs, ni complices, interprétation conforme au texte de l'article 52 du Code pénal. Donc, le recéleur ne peut pas être déclaré responsable solidairement pour la totalité du préjudice, causé par le fait pénal des autres ; il est seulement responsable du préjudice causé par le seul fait de son recel ; notre législateur s'est éloigné de la législation française pour suivre la législation prussienne. » (*Bull.*, 1874, p. 70 et 1875 p. 99.)

*Les ascendants et descendants, le mari et la femme, les frères et sœurs ne sont pas considérés comme recéleurs (1).*

D'après l'article 53 du Code pénal roumain, sont recéleurs ceux qui auront reçu des choses obtenues au moyen d'un crime ou d'un délit. En règle générale les recéleurs ne sont pas des complices, exception faite et prévue par l'article 56 du même Code.

Ils ne peuvent pas l'être, parce qu'on ne peut pas considérer un individu comme complice lorsque le crime a été consommé *sans lui et à son insu*. On comprend qu'un individu soit complice s'il a contribué à l'acte avant ou pendant son accomplissement ; le recel étant un fait postérieur, la complicité est impossible (2).

---

1. Texte roumain. — ART. 53. — *Aceia cari cu bună știință, vor fi ascuns, în tot sau în parte lucrurile sau banii ce provin din furt, sau din săvârșirea oricărei crime sau delict, sunt tăinuitori iar nu complici.*

*Tăinuitorii sunt acei cari, cu știință vor cumpăra, vor primi în schimb sau dar, vor lua că să neguțătorească, să desființeze sau să prefacă, ori vor primi, drept plată sau zalog, lucruri sau bani proveniți din veri-o crimă sau delict.*

*Rudele de sus și de jos, bărbatul și muierea, frații și surorile nu se socotesc tăinuitori.*

2. En ce sens Rossi, *op. cit.*, p. 52, t. III. — M. Haus, *op. cit.*, p. 425. — M. Garraud, t. II, p. 681. — M. Thiry, *op. cit.*, p. 178, n<sup>o</sup> 249. — Bertauld à son cours (449) dit : *Le recel n'est pas une vraie complicité mais une complicité sui generis ; la loi se montre moins sévère contre cette complicité que pour la complicité ordinaire.*

En Allemagne, le recéleur est qualifié de « complice par assistance subséquente ».

Il est intéressant d'étudier le recel au point de vue sociologique et juridique.

1° *Au point de vue sociologique.* — Aucune assimilation n'est possible entre les recéleurs et les voleurs, le recel n'intervenant qu'après la consommation du vol. Il n'est donc pas admissible de les identifier dans la répression.

2° *Au point de vue juridique.* — Le recel ne constitue pas un acte de participation, puisqu'il est nécessaire qu'un acte soit antérieur ou concomitant au délit pour avoir ce caractère (1).

Comme nous le voyons, le recel suppose des choses volées par un autre. Le voleur qui a gardé la

---

1. Recéler une personne ou une chose, c'est empêcher dans une intention coupable la découverte de l'une ou de l'autre. On empêche cette découverte d'abord en cachant la personne ou la chose, c'est-à-dire en la déplaçant, déguisant, ou transformant de manière qu'on ne puisse la découvrir ; par exemple : on conduit une personne dans une retraite ignorée, on la déguise ; on enterre dans un jardin le cadavre d'une personne assassinée ; on l'enterre dans la cave, on place dans une armoire secrète les choses volées ; on fond l'argenterie soustraite et on la transforme en lingots. Le fait de cacher n'est pas un fait instantané, car il se renouvelle par de nouveaux déplacements, de nouveaux déguisements, des transformations nouvelles. Ce fait suffit sans doute pour constituer le recèlement. (Pour recéler des choses trouvées, il suffit de les garder avec le dessein de se les approprier ou de les livrer à des tiers.)

chose soustraite ne peut donc pas être poursuivi comme recéleur. Si le vol a été commis par plusieurs individus, celui d'entre eux qui s'est chargé de cacher ou de vendre les objets volés est coupable non seulement du vol mais encore du recel, pour avoir favorisé les intérêts des autres voleurs, en même temps que les siens. Les conditions pour qu'il y ait recel sont :

a) Que le prévenu *ait su* que la chose recélée a été *enlevée, détournée ou obtenue* à l'aide d'un crime ou d'un délit ; et il n'est pas nécessaire qu'il *en ait eu* connaissance au *temps du recel* c'est-à-dire à l'instant même où la chose a été reçue (1) ;

---

1. Cass. roumaine : « Le texte de l'article 53 du Code pénal ne dit pas si la connaissance du recéleur, en ce qui concerne l'origine délictueuse de l'objet qu'il a reçu, devrait exister au moment où il l'a reçu ou s'il est suffisant qu'il l'ait su après. » (*Bull.*, 1874, p. 67.)

Cass. roumaine : « L'élément constitutif du délit de recel prévu par l'article 53 est la connaissance ; le fait de savoir si le recéleur a eu connaissance que les choses achetées ou recélées proviennent d'un vol, ce fait doit être spécialement constaté par les juges dans leur arrêt. » (*Bull.*, 1875, p. 237 ; 1881, p. 66 ; 1885, p. 629 ; 1888, p. 162 ; 1891, p. 1138 ; 1892, p. 1066.)

Cass. roumaine : « La Cour pour justifier la qualification du fait de recel, constatant en fait que l'inculpé a eu entre ses mains les effets publics d'une valeur de 300.000 francs, volés par un caissier et qu'il les a vendus, sachant que ces effets appartenaient à la Caisse des dépôts et consignations ; par ce fait on a constaté les éléments constitutifs du délit de recel. » (*Bull.*, 1877, p. 35.)

b) Qu'il y ait eu un fait matériel du recel ; c'est-à-dire la détention de la chose dans une intention frauduleuse (1) ;

c) Enfin, que les recéleurs ne rentrent pas dans la catégorie des personnes prévues par le troisième alinéa de l'article 53 du Code pénal roumain : « Les ascendants et descendants, le mari et la femme, les frères et sœurs, ne sont pas considérés comme recéleurs. »

L'article 197, même Code, prévoit le recel des personnes.

*Ceux qui auront recélé ou fait receler des personnes qu'ils savaient avoir commis des crimes emportant une peine afflictive seront punis d'un mois à un an d'emprisonnement. Mais si le recel ou le fait de receler, avait été fait, pro dimidiæ parte la peine sera portée à deux ans d'emprisonnement. Sont*

---

Cass. roumaine : « La jurisprudence et la doctrine décident que le seul élément constitutif du délit de recel est la connaissance que la chose était volée, il importe peu si le recéleur a pu utiliser ou non les choses volées. » (*Bull.*, 1873, p. 141.)

Cass. roumaine. « D'après l'article 53 du Code pénal, sont recéleurs ceux qui se sont chargés de vendre des choses volées à l'occasion d'un crime ou d'un délit. En ce qui concerne la connaissance des recéleurs c'est une question de fait laissée à l'arbitraire des juges. » (*Bull.*, 1889, p. 642, et 1902, p. 412.)

1. Garraud. *op. cit.*, t. II, p. 683.

*exceptés de la présente disposition les ascendants et descendants, époux et épouse même divorcés, frères ou sœurs des criminels recélés, ou leurs alliés aux mêmes degrés (1).*

Il résulte du dernier alinéa des articles 53 et 197, qu'il y a des recéleurs de choses ou de personnes qui ne sont pas punis. Quelle est la raison de cette exception? C'est que le législateur a entendu exempter de toute peine certaines personnes, en raison du lien de parenté et d'affection qui les unit, soit à la victime, soit au coupable et qui lui a paru nécessiter un traitement de faveur.

Nous retrouvons une exception analogue dans le cas de vol (art. 307 du C. pén. roum.) (380 du C. fr.); en effet, punir soit le vol, soit le recel dans les deux cas, ce serait laisser la porte ouverte à des querelles aussi regrettables pour la famille que pour la société. Ces exceptions sont personnelles. Ce traitement de faveur apparaît plus éclatant dans le dernier alinéa de l'article 380 du Code pénal français :

---

1. Texte roumain, art. 197. — *Aceia cari vor fi ascuns, ori vor fi mijlocit a se ascunde persoane pe care le cunoşteau de săvârşitoare de crime se vor pedepsi eu închisoare de la o lună la un an. — Iar dacă ascunderea sau mijlocirea de ascundere, se va fi făcut pentru în parte şi în folos, pedeapsa va fi de 2 ani închisoare. Vor fi însă apăraţi de osândă copriusă în acest articol, rudele de sus şi de jos, soţul sau soţia, şi chiar de vor fi desparţiţi, fraţii sau surorile culpabililor celor ascunşi şi afini până la aceeaşi spiţa.*

*A l'égard de tous autres individus qui auraient recélé ou appliqué à leur profit tout ou partie des objets volés, ils seront punis comme coupables de vol.*

Ce dernier alinéa du texte français ne figure pas dans la loi roumaine ; malgré cette lacune il est impossible de prétendre que les autres (recéleurs) ne doivent pas être punis dans le droit pénal roumain car l'article 53 du Code pénal roumain est catégorique à ce sujet.

Nous avons dit plus haut que dans le Code pénal roumain il y a des cas où les recéleurs sont considérés et punis comme complices. L'article 56 les prévoit :

Article 56 du Code pénal roumain. — *Ceux qui avant l'accomplissement du crime ou du délit auront convenu d'avance de cacher les choses qui résulteront de l'infraction seront punis comme complices (1).*

Voici un cas de recel qui n'est plus considéré comme un délit spécial mais comme un cas de complicité, et ici, croyons-nous, se présente l'occasion d'employer la dénomination de *complicité spéciale* (2), afin de faire la distinction entre celle-ci et la compli-

---

1. Texte roumain (56) : *Aceia cari, mai înainte sau în timpul săvârşirei crimei sau a delictului, ar fi avut înţelegere ca să ascundă lucrurile ce vor proveni din infracţiune se vor pedepsi ca complici.*

2. M. Bertauld, *op. cit.*, p. 435.

cité ordinaire. Il ne s'agit ni d'aide ni d'assistance, mais tout simplement de complices qui ont convenu d'avance (avant que le crime ou le délit soient accomplis) de cacher les choses qui résulteront de ces actes. Ils diff  rent des provocateurs car les crimes ou les délits qui vont être commis ne sont pas déterminés. Le concert intervenu entre eux et les auteurs fait que ces individus sont punis comme des complices. Il nous reste encore à traiter le recel international.

#### LE RECEL INTERNATIONAL

Le recel est international lorsque les choses volées sont transportées hors du pays où le vol a été commis, et achetées, ou vendues, ou enfin transformées. Exemple : un vol a été commis en Roumanie ; le recel a été accompli en Autriche (ce sont des cas très fréquents), et réciproquement. Dans ce cas, il y a deux hypothèses à examiner :

*Première hypothèse.* — Dans le premier cas, nous pouvons dire que le fait principal étant punissable en Roumanie, le recel commis à l'étranger devait l'être aussi. Mais l'auteur du recel ne résidant pas dans le pays, il ne peut être poursuivi. Les tribunaux autrichiens peuvent se déclarer incompétents, et, s'il n'existe pas de traité d'extradition, la poursuite n'aura pas lieu. Supposons que le coupable, roumain

ou étranger, rentre en Roumanie. Même dans ce cas il ne peut être poursuivi si l'action publique a été prescrite, le délai ordinaire est doublé dans ce cas (l'article 595 prévoit cinq, dix ans pour les délits et crimes dans les cas ordinaires). Le législateur roumain n'ayant rien prévu pour le recel commis à l'étranger, nous pouvons dire que les recéleurs résidant en Autriche ne peuvent être poursuivis que s'ils sont rentrés en Roumanie ou à la suite de leur extradition.

*Deuxième hypothèse.* — Le vol est commis en Autriche et le recel a lieu en Roumanie. Cette hypothèse est aussi délicate que la première, car tout dépend des traités existant entre les deux pays et les autres.

Des opinions différentes ont été exposées aux Congrès criminalistes tenus en Europe : nous allons les résumer.

Il s'agit des congrès tenus : à Saint-Petersbourg, en 1890 ; à Bruxelles, en 1900 ; à Buda-Pest, en 1905.

### *Congrès de Saint-Petersbourg (1)*

*M. Dumas* (criminaliste français) a soutenu qu'il faut faire du recel non pas un cas de complicité mais un délit spécial. Ce système est le seul moyen d'atteindre le recel. *M. Dumas* donne comme exem-

---

1. P. 231, 1 vol. Congrès (1890).

ple l'insuffisance des dispositions législatives relatives au recel en Angleterre ; des voleurs volent en France des valeurs mobilières, passent en Angleterre où ils ont des amis et conviennent que ces derniers gardent les titres pendant un certain temps. Les recéleurs écrivent ensuite aux victimes, en leur demandant de venir racheter les titres volés. Les victimes s'en vont en Angleterre et pour rentrer en possession de leurs titres elles sont obligées de payer 30 ou 40 o/o de leur valeur. La police anglaise connaît ces recéleurs et si elle n'empêche pas ce genre de commerce c'est que la législation anglaise ne lui permet probablement pas d'intervenir.

D'après *M. Baullaire* (1), le recel diffère essentiellement de tous les autres forfaits, par son côté subjectif. Tout individu se proposant d'atteindre un but criminel sait d'avance que pour réussir il devra s'exposer à certains risques ou dangers. Le recéleur, lui, s'abrite toujours derrière autrui ; il met à profit le travail des autres, et, comme le serviteur infidèle de l'Evangile, récolte là où il n'a pas semé. En conséquence, *M. Baullaire* présente la résolution suivante :

Le recel simple ou habituel des produits du crime sera traité dorénavant comme délit spécial.

---

1. P. 225, 1 vol. Congrès.

Pour atteindre d'une manière efficace les recéleurs habituels, il est nécessaire d'aggraver les peines actuellement en vigueur dans les différents pays et de renforcer l'action répressive.

Le juge doit jouir à cet égard d'une grande latitude dans l'application de la peine.

Suivant *M. Golovine*, le recel doit être considéré comme un délit spécial car, si on traite le recéleur comme simple complice d'un crime commis, il ne saurait être évidemment rendu responsable que du fait dont il est incriminé. Si vous essayez de traiter le recéleur comme tel, vous ne pouvez naturellement, dans ce cas, le soumettre qu'à la pénalité requise par le fait de sa complicité, pénalité nécessairement insuffisante. En effet, combien d'autres actions criminelles que sa coupable activité aura sans doute aussi provoquées, qui ne sauraient lui être mises à sa charge par l'action judiciaire basée sur un pareil principe !

*D'autres résolutions furent présentées.* — Ainsi on a proposé pour combattre d'une manière efficace le recel :

1° D'édicter à l'égard de certaines professions, comme celles de banquiers, échangeurs, bijoutiers et brocanteurs, des dispositions réglementaires destinées à prévenir le recel ;

2° De faire du recel, non pas un cas de complicité, mais un délit spécial ;

3° D'établir une aggravation progressive des peines pour la récidive en cette matière.

*Congrès de Bruxelles (1)*

*M. Le Poittevin* est d'avis que le recel peut être poursuivi et jugé, quel que soit le lieu du délit principal qui en a été la cause ou l'occasion, dans le pays où il a été constaté.

D'après *M. de Rode*, le recel se place à un moment où l'infraction a été entièrement consommée, peut-être depuis plusieurs années.

Un vol est commis en France, et le produit transporté en Belgique.

Ce produit pourra y être saisi d'office par la justice belge et le recéleur condamné, quelle que soit sa nationalité, car le délit de recel a été commis en Belgique. Un vol est commis en Belgique et le produit transporté en France. Le recéleur ne pourra y être poursuivi, s'il est étranger, car, aux yeux de la loi française, le délit est commis à l'étranger et son auteur échappe en raison de sa nationalité, à la juridiction extra-territoriale de la justice française. Fût-il Français, il ne pourra, d'après le rapport de *M. Le Poittevin*, être poursuivi en France que si l'auteur du vol est Français : « Le jugement du recel rentre

---

1. Tenu en 1900.

alors dans les attributions des tribunaux français, non point parce que le recel a eu lieu sur le territoire français, mais parce qu'il suit, à titre de complicité, la même règle qui est applicable au fait principal. » Que si l'auteur du vol est un étranger, ou reste inconnu, le fait principal échappe aux poursuites devant les tribunaux français, le rapport de M. Le Poittevin en conclut que les tribunaux français doivent se déclarer incompétents quant au recel. S'il en est ainsi, le recel pourra très rarement être réprimé en France ; il pourra l'être toujours en Belgique.

Il est vrai qu'en faisant du recel un délit distinct, la Belgique ne pourra poursuivre le recéleur comme complice d'un vol commis sur son territoire, mais l'inconvénient est de peu d'importance, puisque cette poursuite n'aurait guère d'efficacité à l'égard d'un individu résidant à l'étranger, et dont souvent, l'extradition ne pourrait être demandée. Encore la justice belge pourrait-elle poursuivre à son tour, le Belge qui aurait commis le recel de son territoire.

*M. Garçon* est aussi partisan du délit spécial.

### *Congrès de Buda-Pest (1905)*

(Rapport présenté par M. Le Poittevin.)

M. Le Poittevin considère le recel comme un délit indépendant, quoique complémentaire, qui suit le

premier, sans qu'il soit absorbé et comme incorporé dans l'autre ; le vol étant jugé sur le territoire où le recéleur a pris possession des objets. Ainsi, s'exerceront d'une façon opportune deux compétences, naturellement et aisément adaptées *ratione loci* aux deux infractions successives. (Tel est l'esprit du droit anglais dans la loi du 14 août 1896.)

Ainsi que le fait remarquer Rossi (*Traité du Droit pénal*, t. II, p. 218) est impossible de coopérer ou de prendre une part quelconque à un acte déjà consommé. S'il y a délit dans le *fait postérieur*, ce ne peut être qu'un délit spécial.

a) *Le recel peut être désintéressé* ou lucratif : lorsqu'il a lieu sans aucun but de lucre ; mais uniquement pour rendre service à l'auteur du délit principal ;

b) *Le recel peut être habituel* : c'est-à-dire professionnel. Observons toutefois que, dans les systèmes législatifs qui reposent sur l'idée de la récidive spéciale, la répétition de la même infraction doit être assimilée au vol et aux délits similaires (art. 58 C. pén. français, alinéa 3 : *Les délits de vol, escroquerie et abus de confiance seront considérés comme étant, au point de vue de la récidive, un même délit*) ;

c) *Le recel peut être qualifié* : on sait que le vol est dit *qualifié*, lorsqu'il a été accompli avec circonstances aggravantes. Le recel serait pareillement « qualifié » si ces circonstances aggravantes ont été

connues du recéleur. Dans ce cas, une peine plus forte est méritée. Mais, si, en effet, le recel est un délit spécial, il doit être autonome, avoir uniquement en lui-même ses causes d'aggravation comme l'habitude, et non point emprunter celles du délit antérieur, dont il est désormais détaché. Cet emprunt ne serait-il pas un retour contradictoire à la notion de complicité que l'on a d'abord répudiée ?

En fait, plusieurs législations ont considéré que la contradiction n'existait pas. (Code hongrois, art. 370, 372 ; Code italien, 421 ; le Code belge ne paraît même pas avoir revu cette cause d'aggravation, art. 505, 506.)

Supposons simplement le recel convenu d'avance, mais sans concours effectif au délit principal ou à sa préparation. Il semble que cet accord préalable réabsorbe en une complicité véritable l'action postérieure, que nous avons jusqu'à présent isolée (Rossi, t. II, p. 227, le considère comme complicité. — Garraud, t. II, p. 679).

*Revenons au recel international.* — Le coupable doit être poursuivi dans le pays du recel, bien que le vol ait eu lieu sur un autre territoire. Mais si, au cours de l'instruction ou des débats, il est démontré que le recéleur, dont il faut prouver la mauvaise foi, connaissait tellement bien le crime qu'il était d'accord, et d'accord préalable avec le criminel, qu'en devra-il résulter ? Le recel cessera d'être un délit distinct,

pour se confondre de nouveau avec le délit principal et la juridiction saisie se déclarerait incompétente !

Lorsqu'il y a concours effectif à la préparation du délit, par instructions, données, moyens fournis et, plus généralement, par les modes de complicité que prévoit chaque Code pénal — et ultérieurement recel — ce sont deux infractions qui existent l'une après l'autre. En l'état actuel du droit français, nous dirions qu'il y a complicité par instruction... (art. 60), et complicité par recel (art. 62). Une seule peine est encourue. D'après la doctrine française, il y a complicité par instructions *et* recel : délit spécial. Une seule peine est encore prononcée.

Le recéleur n'est pas un complice, il est auteur d'un délit spécial.

Les conclusions qui suivent résumeront le rapport :

1° Le recel est un délit spécial ;

2° Il y a connexité (non complicité) entre le recel et le délit qui a prononcé l'objet recélé ;

3° Comme conséquence de la première proposition le recel peut être toujours jugé dans le pays où il est commis (alors même que le délit principal avait été exécuté dans un autre pays) ;

4° Comme conséquence de la deuxième proposition, il y a lieu de joindre *les deux poursuites*, quand le recel et le délit principal, sont commis sur le même territoire ;

5° Le recel comme tout délit spécial peut admettre à son tour des complices ;

6° Le mobile désintéressé du recel (recel altruiste, non lucratif) peut être une cause d'atténuation judiciaire ;

7° Le recel comporte plusieurs circonstances aggravantes.

a) L'habitude ou le métier du recéleur ;

b) La connaissance des circonstances aggravantes du délit principal ;

c) La condition de recel fort antérieurement du délit principal *pourrait* être aussi considérée comme une circonstance aggravante ;

Mais a) Le recéleur sera recéleur *et* complice (concours de délits) s'il a indépendamment du recel même participé d'abord effectivement à la préparation du délit principal.

b) De plus et de la même manière (concours de délits) le recéleur pourrait être impliqué — suivant les définitions de chaque législation — dans une poursuite pour association de malfaiteurs.

Il nous paraît nécessaire, après avoir étudié la complicité en droit roumain de la poursuivre dans la législation comparée de la France, l'Allemagne, la Belgique, l'Italie et la Hongrie.

## CHAPITRE II

### Législation Comparée

#### *Le Code Pénal Français*

Nous commencerons par l'article 60 du Code pénal français, relatif aux auteurs, co-auteurs, codélinquants, auteurs matériels et intellectuels.

Art. 60. — *Seront punis comme complices d'une action qualifiée crime ou délit, ceux qui par dons, promesses, menaces, abus d'autorité ou de pouvoir, machinations ou artifices coupables, auront provoqué à cette action, ou donné des instructions pour la commettre ;*

*Ceux qui auront procuré des armes, des instruments, ou tout autre moyen qui aura servi à l'action, consommée sans préjudice des peines qui seront spécialement portées par le présent Code contre les auteurs des complots ou de provocations attentatoires à la sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat, même dans le cas où le crime qui était l'objet des conspirateurs ou des provocateurs n'aurait pas été commis.*

Le Code pénal français assimile les agents provocateurs aux complices. Dans la législation roumaine ils sont considérés comme auteurs. La différence est très grande parce que les complices, même dans le Code français, sont punis d'une peine moindre, si le jury a accordé des circonstances atténuantes (art. 463 C. pén. fr). Le texte roumain (art. 47 du Code pénal) est catégorique pour les agents provocateurs ; ils sont punis comme auteurs. Quand la provocation par dons, promesses, etc., n'a pas été suivie d'effet, les provocateurs ne sont pas punis.

Cette impunité est une lacune dans le Code pénal français (même lacune dans le Code roumain). Nous croyons que le législateur devrait punir cette infraction comme un délit spécial, dans les cas seulement où elle aura été bien prouvée, car autrement il pourrait y avoir des abus.

L'article 61 du Code pénal français parle des recéleurs, mais seulement en ce qui concerne le recel des personnes :

*Ceux qui, connaissant la conduite criminelle des malfaiteurs exerçant des brigandages ou des violences contre la sûreté de l'Etat, la paix publique, les personnes ou les propriétés, leur fournissent habituellement logement, lieu de retraite ou de réunion, seront punis comme leurs complices.*

Il y a la même exception des personnes exemptes prévues par l'article 248 du Code pénal français.

*Ceux qui auront recélé ou fait recéler des personnes qu'ils savaient avoir commis des crimes emportant peine afflictive seront punis de trois mois d'emprisonnement au moins et de deux ans au plus.*

*Sont exceptés de la présente disposition les ascendants ou descendants, époux ou épouse même divorcés, frères ou sœurs des criminels recelés, ou leurs alliés aux mêmes degrés.*

Pour les recéleurs de choses, l'article 62 du Code pénal français s'exprime ainsi :

*Ceux qui sciemment auront recélé, en tout ou en partie, des choses enlevées, détournées ou obtenues à l'aide d'un crime ou d'un délit seront aussi punis comme complices de ce crime ou délit.*

Cet article assimile les recéleurs de choses aux complices, mais il y a une atténuation de peine prévue par l'article 63 du même Code : *Néanmoins, la peine de mort, lorsqu'elle sera applicable aux auteurs des crimes, sera remplacée, à l'égard des recéleurs par celle des travaux forcés à perpétuité... sinon ils ne subiront que la peine des travaux forcés à temps.*

Nous voyons d'après le texte de cet article que l'atténuation n'est pas si grande, car, si les auteurs des crimes sont condamnés à mort, les recéleurs, aux travaux forcés à perpétuité ou à temps. Dans tous les cas la peine est très élevée, même si le jury accorde des circonstances atténuantes. Supposons que le jury ne réponde pas à cette question, la peine

de l'article 63 subsiste. Cette observation n'est faite que pour le cas des recéleurs simples, lorsqu'il n'y a pas eu entente. Cette lacune provient de ce que le législateur français n'a fait aucune différence entre les recéleurs complices (entente, habitude) et les recéleurs simples. Pour ces derniers, il existe une jurisprudence fort intéressante. « Il y a recel criminel de la part de quelqu'un, si, après avoir reçu de bonne foi des objets détournés, il continue à les garder après avoir appris leur origine malhonnête, parce qu'il suffit, dit l'arrêt cité, « pour qu'il tombe sous l'incrimination de la loi, que le vice inhérent à la chose recélée ait été connu du recéleur à un moment quelconque de la période pendant laquelle il en est resté le détenteur (1). M. Garraud (2) soutient le contraire. Il dit qu'on ne peut pas condamner quelqu'un pour recel s'il avait gardé la chose, après avoir appris son origine délictueuse ; mais s'il a eu connaissance de cette origine au moment du recel alors il est coupable.

L'inconvénient de ce dernier système est d'encourager les recéleurs et comme ils sont très dangereux, il nous semble que la Cour de cassation a eu raison.

---

1. Cour de cassation, 10 août 1878 ; P. f. 19, 157.

2. Garraud. *op. cit.*, t. II, p. 443.

*Législation allemande*

L'article 47 du Code pénal allemand s'occupe des auteurs et co-auteurs :

D'après l'article 47 : *Lorsque plusieurs personnes auront commis conjointement un acte punissable, chacune d'entre elles sera puni comme auteur (Thäter) (1).*

Les articles 48 et 49 s'occupent des complices par provocation.

Art. 48. — *Sera puni comme complice par instigation (anstifter) celui qui par dons, promesses, menaces, abus d'autorité ou de pouvoir, soit à l'aide d'une erreur qu'il a fait naître ou entretenue à dessein, soit par tout autre moyen, aura volontairement déterminé un tiers à commettre une action punissable.*

Art. 49 (ainsi modifié par la loi du 26 février 1876). — *Quiconque aura engagé autrui soit à commettre un crime, soit à y participer, ou aura agréé une telle proposition, sera sous réserve des dispositions qui appliquent une peine différente, puni d'un emprisonnement de trois mois au moins, si le crime emporte la peine de mort ou la réclusion à perpétuité ; si*

---

1. Sous le titre de complices (*theilnehmer*) le présent Code a compris le co-auteur (*thäter und mitthäter*), l'instigateur (*anstifter*) et le complice par assistance (*gehülfe*).

*le crime emporte une peine moindre, de la détention ou de l'emprisonnement pendant deux ans au plus.*

*Sera puni de la même peine celui qui se sera offert à commettre un crime ou à participer ou qui aura accepté une offre de cette nature. Toutefois les offres ou propositions purement verbales ainsi que leur acceptation ne seront punissables qu'autant que les dites offres ou propositions auront été subordonnées à la concession d'un avantage quelconque.*

*Le jugement pourra prononcer la privation des droits civiques et autoriser la surveillance de la police (1).*

D'après le sens de ces articles le Code pénal allemand voit dans les instigateurs et complices non des co-auteurs du résultat criminel mais des participants à la criminalité d'autrui.

Les paragraphes 2 et 3 de l'article 49 envisagent le cas où une proposition de commettre un crime a été acceptée ; si après cette acceptation aucun commencement d'exécution n'a eu lieu, elle sera quand même punie. Si la peine de l'auteur est la

---

1. Le Code prussien distinguait la participation *non essentielle* (*nicht wesentliche Theilnahme*) de celle qui est indispensable à l'exécution du crime. A celle ci s'applique la peine, applicable à l'auteur principal ; tandis que la participation *non essentielle* était punie d'une peine inférieure (art. 34 et 35 du C. pén. relatifs à l'interdiction des droits civiques). La plupart des Codes allemands entraient, à cet égard, dans des distinctions plus ou moins subtiles.

peine de mort ou la réclusion, la proposition est punie de trois mois d'emprisonnement, sans qu'il y ait eu aucun commencement d'exécution. Mais si cette proposition avait pour but de commettre un délit, la peine ne sera pas encourue par celui qui a accepté les offres. En dernier lieu, les offres doivent être subordonnées à la concession d'un avantage quelconque.

Dans le Code allemand, le recel n'est pas considéré comme un cas de complicité, mais il est qualifié de délit *sui generis*. Il y a deux articles (257 et 259) relatifs au recel :

Art. 257. — *Celui qui, après la perpétration d'un crime ou délit aura sciemment prêté assistance à l'auteur ou au complice pour le soustraire à l'action de la justice, en lui assurant le profit qu'il retire du fait criminel ou délictueux, sera qualifié complice par assistance subséquente du crime ou délit et puni d'une amende de 200 thalers au plus, ou d'un emprisonnement pendant un an au plus. S'il a prêté assistance dans son propre intérêt, il sera condamné à la peine d'emprisonnement. La peine toutefois ne pourra être plus forte, ni sous le rapport de sa nature, ni sous le rapport de sa quotité, que celle dont la loi punit l'action principale. La complicité par assistance subséquente, n'est pas punissable si l'auteur principal du crime ou délit, ou le complice auquel il a prêté son assistance, était un de ses proches, et*

*si cette assistance avait pour but de soustraire ce dernier à l'action de la justice.*

« Le complice par assistance subséquente sera puni comme complice par assistance s'il a promis son concours avant la perpétration du crime ou délit. Cette distinction est également applicable aux proches. » Cet article fait d'abord la différence entre les recéleurs ayant prêté assistance dans leur propre intérêt et ceux qui n'avaient aucun intérêt. Dans le premier cas, ils sont condamnés à l'emprisonnement ; dans le deuxième à une amende seulement. Mais dans les deux cas, il faut que l'assistance ait eu lieu après l'accomplissement de l'infraction. Il y a pourtant une exception pour les recéleurs, si les auteurs étaient leurs proches. Plus loin on trouve dans le même article le cas de recéleurs ayant prêté assistance après une entente qui a eu lieu (entre eux et les auteurs) avant que le crime ou le délit soit accompli.

Passons maintenant au recel des choses, qui est aussi un délit *sui generis*.

Art. 259. — *Sera puni de la peine d'emprisonnement, comme coupable de recel, quiconque, dans son propre intérêt, aura dissimulé, reçu en gage ou acquis de toute autre manière des objets qu'il sait ou doit supposer, d'après les circonstances, avoir été acquis au moyen d'un fait délictueux, ou quiconque aura concouru à l'aliénation de ces objets.*

D'après cet article on voit que le recel existe si le recéleur savait (ou le supposait tout au moins) que les choses provenaient d'un fait délictueux.

*Code Pénal Belge* : Dans ce Code, l'article 66 s'occupe, dans sa première partie, des auteurs matériels, dans la deuxième des auteurs intellectuels.

Art. 66. — A. *Auteurs matériels.* — *Seront punis comme auteurs d'un crime ou d'un délit :*

*Ceux qui l'auront exécuté ou qui auront coopéré directement à son exécution ;*

*Ceux qui, par un fait quelconque, auront prêté pour l'exécution une aide telle que, sans leur assistance, le crime ou le délit n'eût pu être commis.*

B. — *Auteurs intellectuels.* — *Ceux qui par dons, promesses, menaces, abus d'autorité ou de pouvoir, machinations ou artifices coupables auront directement provoqué à ce crime ou délit.*

*Ceux qui, soit par discours tenus dans les réunions ou dans les lieux publics, soit par des placards affichés, soit par des écrits imprimés ou non et vendus ou distribués, soit par des dessins ou des emblèmes auront provoqué directement à le commettre, sans préjudice des peines portées par la loi et contre les auteurs de provocations à des crimes ou à des délits, même dans le cas où ces provocations n'auront pas été suivies d'effet.*

L'observation que nous avons à faire sur l'alinéa 1, porte sur le mot *directement* qui ne figure pas dans

le texte français (nous le trouvons dans l'alinéa 2 de l'article 47 du Code pénal roumain). Ce mot a pour conséquence que les provocateurs sont assimilés aux auteurs matériels seulement dans les cas où leur coopération a été indispensable pour que l'infraction soit accomplie, ni la proposition purement verbale, non accompagnée de dons, promesses, etc..., ni l'acceptation de semblable offre ou proposition, ne sont punies (art. 1. Loi du 7 juillet 1875).

La lacune que nous avons signalée dans le Code pénal français et le Code roumain se retrouve dans le Code belge, où la provocation non suivie d'effet n'est pas punie (exception faite à la provocation publique). Cette lacune s'explique par ce fait que le Code belge s'est inspiré tout comme le Code roumain du Code pénal français.

Le législateur roumain a reproduit dans l'alinéa 3 de son article 47 le dernier alinéa de l'article 66 du Code belge où le provocateur public est condamné même si sa provocation n'a pas été suivie d'effet, mais la peine est différente.

Le texte roumain prescrit une condamnation de trois mois à deux ans d'emprisonnement et une amende de 500 francs à 5.000 francs ; tandis que dans le texte belge nous trouvons une peine de trois mois à cinq ans d'emprisonnement et de 50 francs à 250 francs d'amende ; *même* pour celui qui a accepté .

la proposition, mais s'est désisté ensuite (1). Les articles 67 et 68 concernent les complices.

Art. 67. — *Seront punis comme complices d'un crime ou d'un délit ;*

*Ceux qui auront donné des instructions pour le commettre ;*

*Ceux qui auront procuré des armes, instruments ou tout autre moyen qui a servi au crime, au délit, sachant qu'ils devaient y servir.*

*Ceux qui, hors le cas prévu par le paragraphe 3 de l'article 66 auront, sciemment, aidé ou assisté l'auteur ou les auteurs du crime ou du délit dans les faits qui l'ont préparé ou facilité, ou dans ceux qui l'ont consommé.*

Art. 68. — *Ceux qui connaissant la conduite criminelle des malfaiteurs exerçant des brigandages ou des violences contre la sûreté de l'Etat, la paix publique, les personnes ou les propriétés, leur auront fourni habituellement logement, lieu de retraite ou de réunion, seront punis comme leurs com-*

---

1. Loi du 7 juillet 1875 : « Quiconque aura offert ou proposé, directement, de commettre un crime punissable de la peine de mort ou de celle des travaux forcés, ou de participer à un tel crime ; quiconque aura accepté semblable offre ou proposition sera puni d'un emprisonnement de trois mois à cinq ans et d'une amende de 50 francs à 500 sauf l'application de l'article 85 du Code pénal, s'il existait des circonstances atténuantes.

*plices*. L'article 52 du Code pénal roumain est identique.

D'après ces deux articles il y a trois sortes de complices : intellectuels, matériels et extraordinaires. Les recéleurs de personnes sont qualifiés de complices extraordinaires, c'est-à-dire comme étant ceux qui fournissent le lieu de retraite ou de réunion aux malfaiteurs qui exercent des brigandages. Les conditions suivantes, connaissance et habitude sont en outre exigées. L'infraction commencera à partir du moment où le maître du logis aura été mis au courant de la conduite des gens qu'il reçoit. Les crimes commis par ceux-ci avant cette date, n'entraîneront aucune responsabilité à la charge du logeur, puisqu'à cette époque il ne suspectait point la moralité de ces individus. La responsabilité prendra fin à partir du moment où l'asile aura cessé, soit parce que le logeur aura signifié sa résolution à ses clients, soit parce que ces derniers auront manifesté par des faits précis l'intention de ne plus profiter de cette retraite (1). Reste à faire une dernière observation sur ce point. La différence entre la complicité intellectuelle et la provocation consiste en ce que le complice par instructions se borne à éclairer l'agent, en vue de faciliter l'accomplissement des desseins dont ce dernier a déjà comploté l'exécution.

---

1. Les pandectes belges, p, 334, n° 275 (complicité).

Ce genre de complicité exige, comme toute infraction ordinaire, deux éléments constitutifs (la moralité et la matérialité). Il faut que les instructions données aient été réellement suivies ; les instructions qui n'ont pas servi au crime, comme les provocations restées sans effets, peuvent constituer des délits *sui generis*, mais elles ne sont jamais des actes de participation criminelle (1). Le recel est considéré comme un délit *sui generis* (art. 506 : quinze jours à cinq ans de prison et une amende jusqu'au maximum de 600 francs ; quand l'auteur principal est condamné à mort ou aux travaux forcés, le recéleur a cinq ans de réclusion).

*Le Code pénal italien* : Nous nous référons au Code actuel qui est un travail de vingt-cinq ans. Commencé en 1863 et terminé en 1888, ce Code contient un grand nombre d'innovations acceptées par la science pénale.

Voici les articles qui se réfèrent à notre matière :

Art. 63. — *Quand plusieurs personnes concourent à l'exécution d'une infraction, chacun des auteurs et des coopérateurs immédiats encourent la peine édictée à raison de l'infraction commise.*

*La même peine est encourue par celui qui a déterminé les autres à commettre l'infraction ; mais à l'ergastolo (2) est substituée la réclusion de vingt-cinq*

1. Pandectes Belges. M. Haus. *De la complicité*, p. 332. 347.

2. La peine de *ergastolo* consiste en ce que le criminel

*à trente ans, et les autres peines sont diminués d'un sixième, si l'auteur de l'infraction l'a commise, en outre par suite de motifs personnels.*

Ainsi les auteurs ou co-auteurs matériels immédiats sont punis de la même peine prévue pour crime ou délit.

*Auteurs et co-auteurs intellectuels.* — Ceux-ci sont punis de la même peine que les auteurs matériels, avec cette différence qu'à l'*ergastolo* est substituée la réclusion de vingt-cinq à trente ans. Une observation encore sur cet alinéa. Si les auteurs (intellectuels) avaient des motifs personnels, la peine est diminuée d'un sixième ; or, comme le dit M. Garofalo : « Celui qui, pour venger sa famille d'un outrage sanglant, paie un sicaire afin de tuer l'auteur, est un criminel bien différent du sicaire soldé qui exécute le meurtre. Pourquoi devrait-il être frappé d'une peine de même genre ? Pourquoi le même traitement serait-il dû au voleur novice entraîné à la suite du premier (1). » M. Rossi (2) exprime la même opinion.

---

est enfermé isolément pendant les six premières années, pendant le reste de sa peine il jouit de la vie en commun. Mais il est obligé de garder toujours le silence.

1. Garofalo. *op. cit.*, p. 354.

2. Rossi, *op. cit.*, liv. I, ch. XXXIV. « Le mandat criminel, pris en lui-même comme un délit spécial, pourrait être punissable en quelques cas déterminés. »

L'article 64 sur les complices.

Art. 64. — *Est puni de la réclusion pour douze ans au moins si la peine édictée relativement au délit est l'ergastolo, et dans les autres cas, de la peine édictée à raison du délit, avec diminution de la moitié, celui qui a encouru à l'infraction.*

1° *En excitant ou affermissant la résolution de la commettre, ou bien en promettant de prêter assistance ou aide après la perpétration ;*

2° *En donnant des instructions ou en procurant les moyens de commettre l'infraction ;*

3° *En facilitant l'exécution, par assistance ou aide, avant ou pendant la perpétration.*

Cet article comprend deux sortes de complices : *intellectuels* et *matériels*.

a) *Complices intellectuels*. — Ce sont ceux qui poussent à l'exécution d'une résolution déjà prise (par les auteurs) ; les *provocateurs* inspirent eux-mêmes la résolution criminelle (ceux qui accomplissent l'infraction ne sont que des instruments entre leurs mains.) La deuxième catégorie de complices intellectuels, sont : les individus qui promettent de prêter assistance ou aide, ceux que nous avons appelé les *recéleurs de personnes* ; et enfin, ceux qui donnent les instructions.

b) *Complices matériels* : Ils procurent les moyens, facilitent l'exécution soit avant, soit pendant la perpétration. Exemple : ils mettent les échelles ou

attachent les cordes, pour que les auteurs pénètrent dans une maison où l'infraction va être commise.

*Le dernier alinéa de l'article 64 :* Il se rapproche beaucoup de l'article 51 du Code pénal roumain (1) qui dit : *La diminution de peine n'est pas accordée au coupable de l'un des modes de concours prévus au présent article, si l'infraction eût été impossible sans son concours* (2). Dans cet alinéa on trouve la troisième catégorie des complices : ceux qui sont considérés comme des co-auteurs.

En ce qui concerne le recel nous trouvons le même système que dans le Code allemand. Nous nous bornons à reproduire les textes.

---

1. Art. 51 du Code pénal roumain. — « Le complice sera puni de la même peine que l'auteur principal, quand sa coopération a été telle, que sans elle, le délit n'aurait pas été commis. »

2. (Note aux art. 63 et 64) 1<sup>o</sup> Auteur principal, co-auteurs ou coopérateurs immédiats, *corei*; 2<sup>o</sup> instigateurs principaux; 3<sup>o</sup> complices divisés en trois catégories, telle est, sans difficulté au point de vue pratique, la classification adoptée conformément à la doctrine qui prévaut aujourd'hui. Des pénalités distinctes sont édictées à raison de ces différents degrés de culpabilité. Ces textes résolvent des questions très débattues. Mais le mouvement général de revision législative indique comme s'affirmant la tendance à faire des distinctions analogues, en frappant même l'instigateur de la peine encourue par l'auteur principal et en infligeant une peine moindre aux complices proprement dits, qu'il importe de distinguer des fauteurs. — Cette observation appartient à M. Lacoïnta qui a traduit le Code pénal italien en français.

Art. 225. — *Quiconque, après la perpétration d'un délit, à raison duquel est édictée une peine non inférieure à la détention, sans concert antérieur au délit même et sans contribuer à faire atteindre les conséquences dernières, aide quelqu'un à s'assurer le profit, à éluder les investigations de l'autorité, ou bien à échapper aux recherches de celle-ci ou à l'exécution de la condamnation ; et, quiconque supprime ou, de quelque manière que ce soit, fait disparaître ou altère les traces ou les indices d'un délit passible de la peine susdite, est puni de la réclusion ou de la détention : elle peut être portée à cinq ans, sans être supérieure à la moitié de la durée de la peine édictée à raison du délit même.*

*Lorsqu'il s'agit d'autres infractions, la peine est celle de l'amende, qui peut atteindre mille livres.*

*Est exempt de peine celui qui commet le fait dans l'intérêt d'un proche parent.*

Art. 421. — *Quiconque, en dehors du cas prévu à l'article 225, acquiert, reçoit ou recèle de l'argent ou des choses provenant d'un délit, ou s'entremet de quelque manière que ce soit, pour les faire acquérir, recevoir ou receler, sans avoir concouru au délit même, est puni de la réclusion, qui peut être portée à deux ans, et d'une amende qui peut atteindre mille livres. Si l'argent ou les choses proviennent d'un délit passible d'une peine restrictive de la liberté individuelle pendant une durée de plus de cinq ans, le*

*coupable est puni d'un à quatre ans de réclusion et d'une amende de cent à trois mille livres.*

*Dans les deux cas prévus dans les précédentes dispositions, la réclusion ne peut dépasser la moitié de la peine édictée à raison du délit qui a procuré les choses lorsqu'il s'agit d'une peine pécuniaire, pour déterminer cette mesure, on établit la proportion suivant les règles posées dans l'article 19. Si le coupable est recéleur habituel, la réclusion est de trois à sept ans, au cas prévu dans la première partie du présent article, et de cinq à dix ans, dans le cas prévu au premier paragraphe; l'on ajoute toujours une amende de trois cents à mille livres ».*

*Dans le Code pénal hongrois, ce sont les articles 69, 70, 71 et 73 qui contiennent des dispositions analogues.*

*Art. 69. — Est complice d'un crime ou d'un délit accompli ou tenté :*

*1° Celui qui, volontairement, a déterminé à commettre un crime ou un délit (instigateur felbujtó);*

*2° Celui qui, volontairement, excite à commettre un crime ou un délit, ou qui facilite ou décide autrui à exciter à le commettre ou à le faciliter ; celui qui, d'avance, s'est concerté avec d'autres pour donner assistance soit pendant, soit après l'exécution de l'acte, pour en assurer le profit ou pour rendre vaines les mesures prises par l'autorité (auxiliaire, bünseged).*

*Art. 70. — Sont considérés comme auteurs tous*

*ceux qui commettent un crime ou un délit, ensemble ou en commun.*

Art. 71. — *L'auteur et l'instigateur sont punis de la peine édictée contre le crime ou le délit.*

Art. 73. — *Si l'auteur principal a commis un acte puni plus sévèrement que celui auquel l'instigateur l'a déterminé, l'acte d'une criminalité plus grave ne peut être imputé à l'instigateur. La même règle est applicable aux auxiliaires.*

C'est la même classification que dans le Code italien ; complices intellectuels, matériels, complices, recéleurs de personnes ; c'est surtout l'article 73 qui contient une disposition spéciale que nous n'avons pas rencontrée dans les autres Codes.

D'après cet article, si l'auteur qui a accompli l'infraction a excédé les instructions données par l'instigateur, ce dernier n'encourt que la peine prévue par l'acte de provocateur et non pour celui qui fut exécuté. C'est-à-dire, si l'instigateur, invité à commettre un délit, et le provoqué a commis un crime, l'instigateur ne sera passible que de la peine pour le délit et non pas de celle du crime. D'où il résulte que le provocateur n'est pas toujours co-auteur.

D'après l'analyse que nous venons de faire, relativement aux différentes législations étrangères, on peut ramener à trois systèmes la situation faite par la loi aux provocateurs :

a) Le système du Code pénal français qui consi-

dère les provocateurs comme complices, ainsi que les recéleurs de personnes et de choses ;

b) Les systèmes du Code pénal allemand, belge et hongrois, font une distinction entre la provocation suivie ou non d'effet. Dans le premier cas, les provocateurs sont assimilés aux auteurs ; dans le second il y a une infraction spéciale punie ou non suivant la qualification de la provocation. Les recéleurs sont punis comme coupables d'un délit *sui generis*, excepté le Code belge pour lequel les recéleurs des choses seulement commettent un délit *sui generis* les recéleurs de personnes sont des complices ;

c) Le Code pénal italien, distingue, d'après l'intérêt du provocateur. S'il n'a eu aucun intérêt, le provocateur est assimilé à l'auteur ; autrement il bénéficie d'une diminution d'un sixième dans sa peine. Les recéleurs sont punis d'après le système allemand.

Nous consacrerons, aux peines respectives par ces Codes, un chapitre spécial après avoir traité la peine dans le Code pénal roumain.

## CHAPITRE III

### La peine en matière de complicité

#### SECTION I

*Système du Code pénal roumain. — L'interprétation de l'article 48 du Code pénal*

Il s'agit maintenant de savoir quelle est la pénalité que l'on doit infliger aux divers participants d'une infraction.

Notre sujet étant la complicité, il nous faut nous placer à ce seul point de vue. D'après l'exposé fait au cours de cette étude, nous nous trouvons en cas de complicité, en présence de plusieurs agents.

Pour chacun d'entre eux, une étude de son caractère et de ses antécédents est nécessaire ; les conclusions nous permettront de fixer la peine la plus conforme à son état intellectuel. Pour faire et faciliter cette étude il faut analyser : les manifestations d'états dangereux des codélinquants qui serviront d'indices et de renseignements. Le délit sera donc un fait ou un ensemble de faits qui dénotent une tendance redoutable de la part d'un auteur ; s'il y en a plusieurs, il faudra apprécier séparément les actes com-

mis par eux. Voici ce que MM. Chauveau et Faustin Hélie disent à ce sujet :

« Lorsqu'un crime a été commis par plusieurs personnes, on conçoit que la participation de chacune de ces personnes peut n'être pas la même.

L'une a pu en concevoir la pensée et provoquer l'exécution ; une autre, préparer cette exécution, l'accomplir ou enfin dérober à la justice les coupables et les vestiges du crime. Si nous ne nous arrêtons qu'au moment de l'exécution, il est évident que dans leur ensemble les actes nécessaires pour l'achever n'ont pas la même valeur et ne révèlent pas la même perversité » (1).

Il se peut que la participation de ces personnes n'ait pas la même importance pour chacune d'entre elles ; qu'il n'y ait que participation directe ou participation secondaire. De là, la distinction essentielle entre les auteurs et les complices, que le législateur roumain a très bien fait de relever, en punissant les complices d'une peine moindre, et en tenant compte d'un principe particulier formulé ainsi : « Chacun des participants doit être jugé avec les circonstances favorables ou défavorables qui lui sont personnelles ; ces circonstances au point de vue de la pénalité, ne se communiquent pas d'un agent à l'autre. Au contraire, les circonstances objectives, inhérentes au

---

1. *Théorie du Code pénal*, t. I, p. 404.

fait lui-même, se communiquent à tous ceux qui ont pris part à l'infraction et peuvent être favorables ou défavorables.

L'un des agents est un délinquant primaire, l'autre un récidiviste. Les bons antécédents du délinquant primaire ne profitent pas au récidiviste et les mauvais de celui-ci ne nuisent pas à son codélinquant ; or, frapper d'une peine égale tous ceux qui ont coopéré à l'infraction (Code pénal français) c'est enfreindre à la fois les principes de la justice et les règles de la prudence. Développons cette double proposition.

a) *Les principes de la justice.* — L'équité veut qu'on distingue, parmi les codélinquants, ceux qui sont la cause *efficiente* de l'infraction de ceux qui y ont simplement *aidé*. Puisque les premiers sont les *auteurs*, et les secondes les *auxiliaires* du délit, le rôle de ceux-ci est évidemment inférieur au rôle de ceux-là, et, par conséquent, leur part de responsabilité est moindre.

b) *Les règles de la prudence.* — En effet, la loi, qui punit de la même peine les auteurs et les complices d'une infraction, doit, nécessairement, engager tous ceux qui prennent part au délit à ne pas se contenter d'une participation accessoire, mais à concourir par tous les moyens, à l'exécution même du projet criminel. Car, en renonçant au rôle de complices, pour pendre celui d'agents principaux, ils n'ont rien à perdre et tout à gagner. Rien à perdre,

parce que, quel que soit leur rôle, la même peine leur est applicable ; tout à gagner puisqu'ils ont la chance d'augmenter, par une participation plus active, la résolution de l'infraction.

Le législateur français, envisageant surtout le point de vue subjectif, se préoccupait de l'intention des coupables, de la direction identique de leurs volontés et mettait les auteurs et les complices au même niveau.

Or une législation rationnelle fait la différence entre les *auteurs*, les *instigateurs* et les *complices*. Contre les auteurs et instigateurs elle édicte la peine du délit, car les auteurs ont accompli le crime en exécutant des actes matériels. Les instigateurs sans y contribuer matériellement, en ont été la cause efficiente en donnant naissance à la résolution de la commettre contre les complices qui n'ont figuré dans l'infraction qu'à titre d'auxiliaires, elle prononce la peine du délit même, abaissé de certains degrés, c'est-à-dire en envisageant surtout le résultat, et en considérant le degré d'importance matérielle du rôle des participants. Elle essaye de graduer la pénalité d'après l'intensité de cette intervention matérielle.

Voyons quelle est la pénalité prévue par le Code pénal roumain pour ses différents agents. L'article 47 troisième alinéa, vise les agents provocateurs. « Ces agents sont punis de la même peine que l'auteur. »

La raison qui a déterminé le législateur roumain à

appliquer à ces agents la même peine consiste dans ce fait, qu'ils n'ont été que la cause efficiente en donnant naissance à la résolution de la commettre. En ce qui concerne la pénalité des complices qui n'ont figuré qu'à titre d'auxiliaires, la peine est moindre que celle de l'auteur.

L'article 48 du Code pénal roumain dispose :

*Le complice sera puni d'une peine d'un degré inférieur à celle prononcée contre l'auteur principal, selon la nature du crime envisagé, comme commis par lui-même et non pas selon la nature où l'aggravation que le crime ou le délit peuvent prendre par la suite des circonstances personnelles dues à l'auteur principal ou par des circonstances survenues pendant l'exécution du crime ou du délit et que le complice ignore (1).*

On ne tient compte ni de l'auteur, ni de l'aggravation que le crime ou le délit peuvent prendre : soit à cause des circonstances personnelles qui pèsent sur

---

1. Texte roumain de l'article 48 :

*Complicele se va pedepsi cu un grad mai jos de cât autorele principal, însă dupe natura crimei privită ca comisă de el, însă nu dupe natura san agravarea ce poate lua crima sau delictul, in raport cu autorele principal, din circumstanțe personale ale acestuia, san din circumstanțe survenite in cursul execuțiunei san delictului fără știrea compicelui.*

*Ainsi le texte de cet article fixe la peine « selon la nature du crime envisagé comme accompli par lui-même ».*

l'auteur principal, soit par la suite des circonstances survenues pendant l'exécution, et que le complice ignore. Ce texte fait aussi allusion aux circonstances aggravantes qui jouent un rôle considérable dans la fixation de la peine. Pour les comprendre mieux et saisir leur rôle nous prendrons un exemple. On sait que : « Tout délit défini par la loi pénale, est considéré toujours dans ses éléments les plus simples, abstraction faite de toutes circonstances qui peuvent le rendre plus ou moins punissable » (art. 225 du C. pén. roum.), *l'homicide commis volontairement est qualifié meurtre*.

Il se peut pourtant qu'à l'acte s'adjoignent des circonstances qui augmentent la culpabilité de l'agent (la préméditation), ou que le meurtre ait été commis à la suite d'une *provocation*. Dans ce dernier cas, le meurtrier est considéré comme excusable :

« Le meurtre, les blessures et les coups sont excusables, s'ils ont été provoqués par des coups ou violences graves envers les personnes » (art. 250 du C. pén. roum.), maintenant ces causes d'aggravation ou d'atténuation peuvent-elles avoir une influence quelconque sur la peine à infliger au complice ? Elles peuvent être de deux sortes : *réelles ou personnelles*.

I. — *Les causes d'aggravations réelles* sont celles qui tiennent à l'acte même et à la manière dont il est exécuté. Ainsi dans un vol, l'escalade, l'effraction,

l'emploi de fausses clefs, les violences sont des circonstances aggravantes (*objectives*) qui tiennent à la matérialité des faits. Elles sont inhérentes et se communiquent à tous ceux qui ont pris part à l'infraction.

Donc, si le coupable qui a favorisé le vol, l'a favorisé avec toutes les chances, on comprend très bien que le complice supporte une aggravation de peine.

Supposons que le complice n'a pas pu prévoir les causes d'aggravation ! Doit-il les subir ? Le cas est prévu par le Code pénal roumain dans le dernier alinéa de l'article 48 : *La peine du complice sera fixée d'après le crime envisagé comme commis par lui-même... et non pas d'après les circonstances survenues pendant l'exécution du crime ou du délit sans que le complice ait eu connaissance*. Cet alinéa est conforme à l'équité. Il ne faut pas passer outre, et leur infliger une peine aggravée (1).

II. — *Les causes aggravantes personnelles*, sont les circonstances aggravantes à la charge de l'agent, dans la personne duquel elles se rencontrent sans pouvoir nuire à ses complices. Ainsi le complice doit-il subir l'aggravation qui résulte de la qualité de l'enfant, dans un attentat à la pudeur ?

La qualité de domestique chez l'auteur du vol se communique-t-elle aux complices non domestiques ?

---

1. Dans ce sens M. Garraud, *op. cit.*, t. II, p. 722.

La qualité de récidiviste à celui qui ne l'est pas ?

Nous répondons par la négative, parce que ce sont des qualités purement personnelles, qui, absentes chez d'autres personnes, ne produiront point d'effet (art. 48). Ces exemples nous ont démontré que les circonstances aggravantes de l'auteur n'ont aucune influence sur le complice.

Les circonstances aggravantes du complice peuvent-elles avoir une influence quelconque sur la personne de l'auteur ?

Si le fils de la victime n'a fait qu'aider un tiers pour commettre le meurtre sur la personne de son père, sera-t-il complice d'un simple meurtre ou bien complice d'un parricide ? Ceux qui soutiennent que le fils est coupable seulement du simple meurtre disent : on ne peut pas le punir comme *parricide* puisque c'est la personne de l'auteur et non celle du complice qui sert de type pour déterminer quel est le crime ou le délit qui a été commis. Nous disons le contraire : il est puni comme *complice d'un parricide* d'après le sens de l'article 48 du Code pénal roumain. *Le complice sera puni d'une peine d'un degré inférieur, d'après la nature du crime comme commis par lui-même, etc.*, par conséquent, s'il était l'auteur matériel, on le punirait comme auteur d'un *parricide* (travaux forcés à vie, art. 232 du C. pén. roum.) ; mais comme il est seulement complice il sera puni d'une peine d'un degré inférieur, c'est-à-dire de travaux forcés à temps.

Voilà donc un cas où le complice peut subir indirectement une peine égale à celle de l'auteur principal ; ce n'est pas là une exception. Ce n'est que l'application du principe général. Si dans l'espèce il peut arriver indirectement à subir une peine égale à celle de l'auteur principal, c'est que le crime en lui-même considéré du côté du complice est plus grave que du côté de l'auteur.

Mais, au contraire, il y a exception au principe de l'infériorité du degré de peine applicable au complice dans l'article 51 du Code pénal roumain :

*Le complice sera puni de la même peine que l'auteur principal, quand sa coopération a été telle que, sans elle, le délit n'aurait pas été commis (1).*

Dans ce cas, le complice ne bénéficie plus de la faveur accordée par l'article 48 et il doit être puni de la même peine que l'auteur (2). Cette aggravation de

---

1. Le texte roumain : *Complicele se va pedepsi întocmai ca si autorul principal, când cooperatiunea lui a fost astfel în cât fără ea delictul nu s'ar fi comis.*

2. Cass. roumaine : « D'après l'article 51 du Code pénal le complice peut être puni de la même peine que l'auteur principal, quand sa coopération a été telle que, sans elle, l'infraction ne pouvait pas être commise. La complicité ne peut exister que seulement dans les cas où l'existence de l'infraction est prouvée, et par conséquent lorsque l'auteur principal est inconnu ou absent, il faut d'abord qu'on prouve l'accomplissement du fait dans toutes ses phases, et s'occuper ensuite de la question de complicité. » (*Bull.*, 1872, p. 137.)

peine est-elle juste ? Nous le croyons, parce que, dans le cas de l'article 51, le complice ayant dépassé son rôle est devenu co-auteur, voilà un exemple : Le complice, à la fenêtre, fait le guet ; l'auteur lutte avec la victime qui résiste. Le complice, voyant l'auteur embarrassé, intervient, immobilise la victime et permet à l'auteur d'accomplir son œuvre. Dans ce cas, il n'est plus complice, mais co-auteur (1). Il doit être condamné à la même peine que l'autre. Toutefois si l'un d'entre eux a agi dans des circonstances aggravantes personnelles (celui qui a tué était le fils de la victime), seront-ils tous les deux condamnés à la peine du parricide ou le fils seulement ?

Le législateur roumain n'a pas prévu ce genre de complicité d'une façon aussi précise que pour la complicité ordinaire. Il dit seulement au sujet du complice devenu co-auteur : « il lui faut appliquer la même peine qu'à l'auteur principal » (art. 51). Nous croyons que dans ce cas le co-auteur simple ne doit pas être puni de travaux forcés à vie comme le parricide, parce qu'il s'agit d'une circonstance personnelle sans effet sur la personne du complice.

III. — *Que faut-il dire quand il y aura des causes d'atténuation pour l'auteur principal.* — Les causes d'atténuation (les excuses) sont comme les circonstances aggravantes soit : *personnelles* ou *réelles*.

---

1. Rossi (dans le même sens). Vol. III, p. 44.

a) *Les excuses personnelles.* — Celui des délinquants dans la personne duquel se trouve une pareille excuse, mérite une diminution de peine, sans que cette faveur puisse profiter aux autres. Exemple : le mari surprend sa femme en flagrant délit d'adultère ; il la tue avec une arme qui lui a été servie à l'instant même par un autre. Ce complice profitera-t-il aussi de la disposition exceptionnelle (l'impunité) (art. 253 C. pén. roum.) applicable à l'auteur ? Non, parce que cette excuse est personnelle ; elle suppose qu'une juste indignation a pu égarer le mari et paralyser dans une certaine mesure, l'empire qu'il devait avoir sur lui-même. Comment présumer un pareil degré d'indignation chez un étranger ? L'excuse n'est pas communicable au complice, cause de l'impunité de l'auteur. De même en ce qui concerne le complice majeur qui aide un mineur de seize ans à commettre un crime ou un délit. La jeunesse de l'auteur (excuse atténuante personnelle) ne peut être invoquée comme excuse par les complices majeurs. Citons pour compléter cette explication deux décisions qui ne manquent pas d'intérêt (1). On pourrait

---

1. Cassation roumaine : « D'après l'article 269 du Code pénal, la peine du complice en cas de flagrant délit d'adultère est la même que celle de l'auteur principal. — Cette disposition est une dérogation à la disposition de l'article 48 du Code pénal ». (*Bull.*, 1886, p. 51.)

Cassation roumaine : « D'après l'article 270 du Code pénal, l'époux innocent peut demander pendant toute la durée du

aussi invoquer le principe de droit : *Exceptio est strictissimæ interpretatio* : hors exception, la règle générale devra reprendre son empire.

b) *Les excuses réelles* ou inhérentes au fait du crime ou du délit se communiquent nécessairement aux complices. Ainsi un propriétaire d'une maison est aidé ou assisté par plusieurs personnes pour repousser une escalade ou une infraction. Si, en aidant ces personnes, elles ont frappé, blessé ou tué l'agresseur, elles sont excusables au même point que le propriétaire (art. 251, C. pén. roum).

*Quel intérêt y a-t-il à distinguer le co-auteur  
du complice ?*

1° Dans le Code pénal roumain la distinction est très importante, parce que le co-auteur est puni comme l'auteur principal (art. 51); le complice est

---

procès d'adultère que l'action publique soit arrêtée. Ainsi, ayant le droit d'intenter l'action d'adultère, il jouit aussi de la faculté de pouvoir renoncer.

« Cette renonciation peut être formelle, expresse ou tacite.

« Elle peut être tacite quand on peut prouver soit par des faits ou circonstances qu'une réconciliation a eu lieu entre époux.

« Quelle que soit la manière dont la renonciation s'est faite, celle-ci profite au complice qui échappe à toute pénalité. » (*Bull.*, 1897, p. 561.)

susceptible d'une peine d'un degré inférieur. Le crime est envisagé comme commis par lui-même (art. 48, même Code).

2° La distinction est aussi importante pour les contraventions, la loi ne punissant pas les complices (1).

3° Le complice d'un suicide n'est pas puni ; car le suicide n'étant pas considéré par la loi comme infraction, il n'y a pas de complicité faute d'infraction. Mais *quid* dans le cas d'homicide commis sur l'ordre de la victime ? La loi est muette. C'est une grande lacune dans le Code pénal roumain ainsi que dans le Code français. Il y a pourtant des législations étran-

---

1. a) Cass. roumaine : « En matière de contraventions, même si on a prouvé la complicité, on ne peut pas condamner le complice, le législateur n'ayant pas prévu de peine. » (*Bull.*, 1881, p. 593.)

Pourtant cette jurisprudence n'a pas été constante. Voici deux autres décisions :

b) Cass. roumaine : « En matière de contraventions douanières, on déroge au principe d'après lequel la complicité en matière de contraventions en général n'est pas punissable parce que l'article 171 de la loi générale des douanes considère comme complice dans un acte de contrebande toute personne dont il sera prouvé qu'elle a participé à l'infraction soit comme entrepreneur, soit comme assureur, soit comme intéressé d'une façon quelconque aux faits. » (*Bull.*, 1891 p. 1313.)

c) Cass. roumaine : « Si dans une contravention douanière le complice est l'agent douanier lui-même, nous n'avons plus ni une contravention, ni une complicité, mais le délit de tromperie, puni par l'article 332 du Code pénal (emprisonnement d'un

gères qui punissent cette complicité (1). Nous croyons que celui-ci, qui a commis ce crime même d'après l'ordre de la victime, doit être puni comme auteur ; la plupart des criminalistes expriment la même opinion (2).

Un cas que nous n'avons pas encore rencontré, c'est : *le désistement du complice avant la consommation de l'infraction* :

Deux personnes s'entendent pour commettre un crime ; l'une doit faire le guet, l'autre, assassiner. La première, pendant le guet, prise subitement de remords, prévient l'assassin avant l'exécution du crime de sa résolution de se retirer ; mais, malgré son désis-

---

mois à un an et amende de 26 à 2.000 francs. » (*Bull.*, 1894, p. 158.)

1. L'ancienne loi prussienne disposait : « Quiconque donne la mort à une personne qui la demande ou l'aide à se suicider encourt la réclusion, dans un fort ou dans une maison correctionnelle, de six à dix ans (art. 334).

Le paragraphe 2 article 216 du Code pénal allemand ne prévoit que trois ans.

L'article 196 du Code pénal du Brésil prévoit la peine de deux à six ans d'emprisonnement pour toute personne qui a aidé quelqu'un à se suicider, ou lui a fourni les moyens en connaissance de cause.

Le Code pénal espagnol, article 335 . « Celui qui aiderait un autre individu à se suicider sera puni de prison majeure ; s'il l'avait aidé jusqu'au point de le mettre lui-même à mort, il sera puni de réclusion *temporaire* en son degré inférieur. »

2. M. Faustin Hélie. *Dr. pén.*, t. III, p. 465.

tement, l'assassin commet le crime : sera-t-il réputé complice? Non, parce que son désistement est porté à la connaissance de l'auteur avant qu'il y ait eu exécution. Mais, au contraire, si celui qui devait faire le guet se désiste sans que l'auteur ait connu son changement de volonté, il est réputé complice parce que son désistement n'a été connu par l'auteur qu'après l'exécution.

*La peine des recéleurs (de choses)*

(Article 54 du Code pénal roumain)

*Les recéleurs seront punis d'un emprisonnement jusqu'à deux ans.*

Texte roumain. — *Tănuitorii se vor pedepsi cu închisoare corecțională până la doi ani.*

La raison qui a déterminé le législateur roumain à punir les recéleurs d'une peine si minime, c'est qu'il les a considérés comme coupables d'un délit *sui generis* (1). Il y a une dérogation à la règle générale : les recéleurs sont assimilés aux complices et punis comme tels. Cette exception est prévue par l'article 56 (même Code) : *S'il y a eu une entente avant l'exécution... (les recéleurs) seront punis comme complices.* Le législateur a eu raison, car, dans ce

---

1. Pour plus de détails conf. p. 63.

cas, la condition essentielle de la complicité, *connaissance*, existe.

Nous avons énuméré les peines infligées aux différents codélinquants. Il y a des cas où la loi n'en a prévu aucune.

*Lacunes de la loi.* — Les recéleurs de personnes et de choses s'appellent en général *fauteurs*. Il y a cependant des *fauteurs moraux* qui ne sont pas punis, par exemple, ceux dont les faits consistent dans l'approbation et la ratification du crime accompli (1) ; la récompense accordée à l'agent, et, surtout la fausse déposition faite en sa faveur devant la justice. On peut encore favoriser par inaction ceux qui ont commis une infraction, en s'abstenant de les dénoncer à la justice. La loi ne punit pas celui qui n'empêche pas la fuite d'un malfaiteur non encore arrêté. Elle n'incrimine pas non plus le recel d'instruments ou de tous les autres objets, qui ont servi à commettre un crime et qui peuvent servir d'indice ou d'élément de preuve.

---

1. Par exception à cette règle, l'article 181 du Code pénal roumain traduit d'après le Code pénal allemand article 166 décide : « Les coupables sont punis d'un mois à un an d'emprisonnement et de 500 à 5.000 francs d'amende » ; mais seulement pour les crimes et délits politiques.

## SECTION II

### Législation comparée

*Peine applicable aux complices en France,  
Allemagne, Belgique, Italie, Hongrie*

*Dans le Code pénal français, la peine des complices est identique à celle des auteurs.*

Art. 59. — Décide que : *les complices d'un crime ou d'un délit seront punis de la même peine que les auteurs mêmes de ces crimes ou de ce délit, sauf les cas où la loi en aurait disposé autrement* (C. pén. 463) (1).

---

1. Art. 463. — « Les peines prononcées par la loi contre celui ou ceux des accusés reconnus coupables, en faveur de qui le jury aura déclaré les circonstances atténuantes, seront modifiées ainsi qu'il suit :

« Si la peine prononcée par la loi est la mort, la Cour appliquera la peine des travaux forcés à perpétuité ou celle des travaux forcés à temps ;

« Si la peine est celle des travaux forcés à perpétuité, la Cour appliquera la peine des travaux forcés à temps ou celle de la réclusion ;

La raison qu'on donne de cette assimilation, c'est qu'en matière de complicité, les actes de participation accessoire empruntent leur criminalité, c'est-à-dire leur qualification aux actes de participation principale ; mais en nous mettant au point de vue

---

« Si la peine est celle de la déportation dans une enceinte fortifiée, la Cour appliquera celle de la déportation simple ou celle de la détention ; mais dans les cas prévus par les articles 96 et 97, la peine de la déportation simple sera seule appliquée ;

« Si la peine est celle de la déportation, la Cour appliquera la peine de la détention ou celle du bannissement .

« Si la peine est celle des travaux forcés à temps, la Cour appliquera la peine de la réclusion ou les dispositions de l'article 401, sans toutefois pouvoir réduire la durée de l'emprisonnement au-dessous de deux ans ;

« Si la peine est celle de la réclusion, de la détention, du bannissement ou de la dégradation civique, la Cour appliquera les dispositions de l'article 401 sans toutefois pouvoir réduire la durée de l'emprisonnement au-dessous d'un an.

« Dans le cas où le Code prononce le *maximum* d'une peine afflictive, s'il existe des circonstances atténuantes, la Cour appliquera le *minimum* de la peine ou même la peine inférieure. »

(*Décret du 27 novembre 1870*). « Dans tous les cas où la peine de l'emprisonnement et celle de l'amende sont prononcées par le Code pénal, si les circonstances paraissent atténuantes, les tribunaux correctionnels sont autorisés, même en cas de récidive, à réduire l'emprisonnement même au-dessous de six jours et l'amende même au-dessous de 16 francs.

« Ils pourront aussi prononcer séparément l'une ou l'autre

objectif, on remarque que le résultat n'est pas le même. N'est-ce pas alors une injustice de punir de la même peine plusieurs coparticipants dont le rôle et l'activité ont été différents ? Voyons ce que dans la doctrine française on dit à ce sujet :

*M. Ortolan* dit que l'expression de l'article 59 (*seront punis de la même peine que les auteurs du crime ou délit*) prise à la lettre n'est pas exacte et ne rend pas la pensée de la loi. Cette formule ne veut pas dire que la peine prononcée contre les complices doit être identiquement la même que celle prononcée contre l'auteur ; car il y a des différences entre la peine applicable aux uns et aux autres. Elle ne veut pas dire non plus que le complice doit être puni de la même peine que s'il était lui-même auteur, car la mesure de la gravité du fait est puisée dans la personne de l'auteur véritable, et non pas dans celle du complice. L'expression doit être entendue en ce sens : *la même peine que celle prononcée contre le crime commis par l'auteur* (1).

---

de ces peines, et même substituer l'amende à l'emprisonnement, sans qu'en aucun cas elle puisse être au-dessous des peines de simple police. »

(*Loi du 26 octobre 1888*). « Dans le cas où l'amende est substituée à l'emprisonnement, si la peine de l'emprisonnement est seule prononcée par l'article dont il est fait application, le maximum de cette amende sera de 3.000 francs. »

1. *Ortolan. op. cit.*, n° 1302.

*M. Rossi* croit que la loi doit en outre laisser au juge un pouvoir discrétionnaire assez entendu, pour qu'il puisse proportionner la peine à la culpabilité relative de chaque personne (1). Ce procédé ne donnera-t-il pas lieu à des abus ?

D'après *M. A. Bertauld*, le complice ne doit être puni que d'une peine inférieure à la peine dont est frappé l'auteur principal. La criminalité *subjective* du complice ne peut sans doute être plus grande que celle de l'auteur principal. Mais la justice sociale se propose surtout la répression de la criminalité *objective*, et c'est la criminalité objective que la loi frappe chez l'agent principal, et chez l'agent secondaire. Cet auteur est partisan de l'aggravation de peine résultant d'une qualité personnelle (2).

*M. Garçon* est d'avis que l'article 59, en se servant de l'expression *la même peine*, n'a pas entendu dire qu'une peine unique frappera les auteurs et les complices. Le juge peut tenir compte du degré de responsabilité de chacun, et, dans les limites du maximum et minimum, appliquer, en fait, des peines différentes à l'un et à l'autre (3).

*M. Garraud* soutient que l'article 59 dit en effet qu'ils seront passibles de « la même peine » et *non*

---

1. Rossi, *op. cit.*, p. 51.

2. A. Bertauld, *op. cit.*, p. 427.

3. M. Garçon, *op. cit.*, p. 156.

*pas d'une seule et même peine.* Le délit est personnel à chacun des codélinquants (1) ; l'unité d'infraction qui caractérise la construction classique de la complicité ne fait pas obstacle à la notion de la *responsabilité distincte* de tous ceux qui ont coopéré à l'action criminelle. L'expression de cet article doit être entendue dans le sens : *les complices seront punis de la même peine que celle prononcée par la loi contre le crime ou le délit commis par l'auteur principal*, car le législateur n'a pas pensé qu'au point de vue de la *culpabilité absolue* les complices et les auteurs étaient également *coupables* ; mais il laisse au juge de l'infraction le soin de mesurer la *culpabilité relative* des uns et des autres, en prononçant le *maximum* contre l'un, le *minimum* contre l'autre, ou réciproquement. Ainsi, on tient compte de la culpabilité individuelle de l'auteur et du complice (2).

Après cet exposé d'opinions nous passons à la loi de 1832, qui a introduit un correctif à la rigueur de l'article 59 : les circonstances atténuantes. On pourrait peut-être prétendre qu'il aurait mieux valu que la loi mesurât elle-même la sanction des culpabilités individuelles, qui restent distinctes dans la participation variable à un même méfait, que d'abandon-

---

1. M. Garraud repousse la théorie de la complicité, délits distincts ; il n'y a qu'un délit.

2. M. Garraud. *op. cit.*, t. II, p. 705-709.

ner entièrement cette mission au grand régulateur dans nos théories pénales. Les circonstances atténuantes permettent (1) au juge de changer non pas seulement le *quantum* de la peine, mais encore son degré. Ainsi la notion la plus juste de peine (le complice ne doit pas être assimilé et puni comme l'auteur, mais d'une peine moindre), est réalisée.

Nous arrivons à la peine des recéleurs. D'après l'article 62 du Code pénal français : *Ceux qui sciemment auront recélé, en tout ou en partie, des choses enlevées, détournées ou obtenues à l'aide d'un crime ou d'un délit, seront punis comme complices de ce crime ou délit.*

Mais le législateur français de 1832, considérant que la peine prévue par l'article 62 a modifié l'article 63, a édicté le nouveau texte ci-après :

Art. 63. — *Néanmoins, la peine de mort, lorsqu'elle sera applicable aux auteurs des crimes, sera remplacée, à l'égard des recéleurs, par celle des travaux forcés à perpétuité. Dans tous les cas, les peines des travaux forcés à perpétuité ou de la déportation, lorsqu'il y aura lieu, ne pourront être prononcées, contre les recéleurs, qu'autant qu'ils seront convaincus d'avoir eu, au temps du recélé, connaissance des circonstances auxquelles la*

---

1. Pour les détails, voir le projet de réforme du Code pénal français de 1893, p. 34 et 35. M. (Le Poittevin.)

*loi attache les peines de mort, des travaux forcés à perpétuité et de la déportation ; sinon ils ne subiront que la peine des travaux forcés à temps.*

D'après le texte ainsi modifié, on voit que l'assimilation de peine appliquée à l'auteur et au complice (recéleur) n'existe plus ; le législateur français aurait pu prévoir une disposition semblable pour les complices visés dans l'article 60.

Passons à d'autres législations :

*Dans le Code pénal allemand ; la peine des complices (art. 258) (voir p. 89, art. 257.)*

*Le complice par assistance subséquente, qui aura agi dans son propre intérêt, sera comme recéleur puni :*

*1° De l'emprisonnement, si l'auteur principal du crime ou délit, auquel il prête son assistance, a commis un vol simple ou un détournement ;*

*2° De la réclusion pendant cinq ans au plus, si l'auteur principal du crime ou délit auquel il a prêté son assistance a commis un vol qualifié, une rapine ou un crime assimilé à la rapine.*

*En cas de circonstances atténuantes la peine ne pourra être inférieure à trois mois d'emprisonnement.*

*Ces dispositions seront applicables lors même que le recéleur serait un proche de l'auteur principal du crime ou délit.*

Quant aux circonstances aggravantes ou atténuantes, c'est l'article 50 qui s'en occupe :

*Lorsque la loi aggrave ou mitige la pénalité d'un autre à raison de certaines qualités et circonstances, celles-ci devront être prises en considération à l'égard de l'auteur ou du complice (co-auteur, complice par instigation, complice par insistance) chez lequel elles se rencontrent.*

D'après cet article on voit que les circonstances personnelles aggravantes ou atténuantes, qui se produisent seulement dans la personne du complice ou de l'auteur, n'ont aucune influence sur l'autre ; au contraire, les circonstances aggravantes matérielles sont applicables tant aux auteurs qu'aux complices. Voici encore les textes des articles 261 et 262 du même Code relatifs à la récidive de recel.

*Quiconque ayant été condamné par un tribunal de l'Allemagne comme recéleur, aura ensuite été puni une seconde fois pour un crime ou délit de même genre, sera puni de deux ans au moins de réclusion, en cas de nouveau recel commis à la suite, soit d'un vol qualifié, soit d'une rapine ou d'un crime assimilé à la rapine. En cas de circonstances atténuantes, la peine ne pourra être inférieure à un an d'emprisonnement.*

*Lorsque le recel aura lieu à la suite d'une autre infraction, la peine sera celle de la réclusion pendant dix ans au plus. En cas de circonstances atténuantes, la peine sera de trois mois d'emprisonnement au moins.*

*Les dispositions de l'article 245 (1) pourront également être appliquées.*

Art. 262. — *En outre de la peine de l'emprisonnement, l'individu coupable de recel pourra être privé des droits civiques. La surveillance de la police pourra être prescrite contre tout individu coupable de recel.*

En résumé, le Code pénal allemand, au point de vue de la pénalité des complices, présente un système différent de celui du Code pénal français, mais il se rapproche du Code pénal roumain.

*Dans le Code pénal belge, la peine des complices n'est pas calculée d'après la peine de l'auteur principal. On se demande quelle serait la peine du complice s'il avait été auteur du fait commis ; et d'après cette peine on règle la pénalité du complice.*

L'article 69 dispose : *Les complices d'un crime seront punis de la peine immédiatement inférieure à celle qu'ils encourraient s'ils étaient auteurs de ce crime, conformément aux articles 80 et 81 du présent Code.*

*La peine prononcée contre les complices d'un délit*

---

1. *L'art. 245.* — « Quiconque aura sans motif légal, par violence ou par menace de crime ou délit, contraint par un individu à commettre une action, à s'en abstenir, ou tolérer qu'elle soit commise, sera puni d'un emprisonnement d'un an au plus ou d'une amende de 200 thalers au plus.

La tentative aussi est punissable.

La poursuite n'aura lieu que sur la plainte.

*n'excédera pas les deux tiers de celle qui leur serait infligée s'ils étaient auteurs de ce délit.*

S'il y a des circonstances atténuantes :

*L'article 80 décide que : La peine de mort sera remplacée par les travaux forcés à perpétuité ou les travaux forcés de quinze à vingt ans.*

*La peine des travaux forcés à perpétuité par les travaux forcés de quinze à vingt ans ou de dix à quinze ans.*

*La peine des travaux forcés quinze à vingt ans par les travaux forcés de dix à quinze ans ou la réclusion.*

*La peine des travaux forcés dix à quinze ans par la réclusion ou même par un emprisonnement qui ne sera pas au-dessous de trois ans.*

*La peine de la réclusion, par un emprisonnement de trois mois au moins.*

Enfin d'après l'article 81 : *La peine de la détention perpétuelle sera remplacée par la détention extraordinaire ou par la détention de dix à quinze ans.*

*La peine de la détention extraordinaire par la détention de dix à quinze ans ou de cinq à dix ans.*

*La peine de la détention de dix à quinze ans par la détention de cinq à dix ans, ou par un emprisonnement qui ne sera pas au-dessous de deux ans.*

*La détention de cinq à dix ans par un emprisonnement qui ne sera pas au-dessous de deux mois.*

*Dans le Code pénal Italien. — Les complices sont visés par l'article 64 qui vise aussi les provocateurs. Nous*

reproduisons seulement les parties relatives au com-  
plice : le texte entier de cet article se trouve à la page 97.

Art. 64. — *Est puni de la réclusion pour douze ans au moins si la peine édictée relativement au délit est l'ergastolo, et dans les autres cas, de la peine édictée à raison du délit, avec diminution de la moitié, celui qui a concouru à l'infraction.*

. . . . .

2° *En donnant des instructions ou en procurant les moyens de commettre une infraction ;*

3° *En facilitant l'exécution, par assistance ou aide, avant ou pendant la perpétration.*

Les circonstances aggravantes, personnelles et réelles sont visées par les articles 65 et 66 du Code pénal italien.

Art. 65. — *Les circonstances et les qualités inhérentes à la personne, permanentes ou accidentelles, à raison desquelles est aggravée la peine à l'égard de l'un de ceux qui ont concouru à l'infraction, si elles ont servi à en faciliter l'exécution, sont imputables aussi à ceux qui en ont eu connaissance, au moment où ils ont prêté leurs concours ; mais la peine peut être diminuée d'un sixième, et à l'ergastolo peut être substituée la réclusion de vingt-cinq à trente ans.*

Art. 66. — *Les circonstances matérielles qui aggravent la peine, alors même qu'elles entraînent un changement de qualification de l'infraction, sont im-*

*putables également à ceux qui en avaient connaissance, au moment où ils ont prêté leurs concours (1).*

Ce qu'il y a de remarquable dans ces textes, est que la législation pénale italienne, admet d'une façon générale la communicabilité de l'aggravation tant aux circonstances matérielles, qu'aux circonstances personnelles, à condition pour ces dernières d'avoir été connues par les complices.

Nous trouvons encore l'article 378 qui punit les complices quand l'auteur principal reste inconnu.

*Art. 378. — Quand plusieurs personnes prennent*

---

1. Les circonstances ou qualités inhérentes à la personne sont, en général, toutes celles qui concernent l'intelligence, la volonté, l'état mental, l'âge, les rapports naturels, légitimes ou contractuels qui rattachent l'inculpé à la victime et la récidive. Les circonstances matérielles se réfèrent aux actes de préparation, d'exécution et de consommation. En principe, les secondes sont communicables à ceux qui en avaient connaissance ; les premières, au contraire, sont incommunicables d'un coparticipant à un autre, les causes d'atténuation et d'aggravation inhérentes à la personne ne pouvant être étendues ; cependant elles atteignent tous les coparticipants, quand elles ont servi à faciliter l'exécution du méfait, et que les co-inculpés en ont eu connaissance. Nous adhérons à ces solutions, et nous allons plus loin : relativement aux qualités personnelles, la communicabilité devrait être admise, à la condition, bien entendu, qu'elles fussent connues des coparticipants, mais sans exiger qu'elles aient servi à la perpétration du méfait. Qu'un fils livre ou non la clef de l'appartement où l'on va assassiner son père, si sa

*part à l'un des délits prévus aux articles 364, 365, 366, 372 et 373 du Code pénal italien, et si l'on ne connaît pas l'auteur de l'homicide ou de la lésion, toutes encourent les peines qui y sont respectivement édictées, avec diminution d'un tiers à la moitié ; à l'ergastolo est substituée la réclusion pour quinze ans au moins. Cette diminution ne s'applique pas au coopérateur du fait (1).*

Le Code pénal hongrois se réfère à la tentative pour rechercher la peine des complices.

Art. 79. — *Les dispositions relatives à la tentative (art. 66) servent de règle pour déterminer la peine des auxiliaires (2).*

Il y a encore l'article 74 pour les circonstances personnelles :

---

qualité est connue des co-inculpés, au moment de l'acte, l'aggravation devrait s'étendre à eux. La difficulté juridique pourrait être d'accepter la communicabilité, du complice d'adultère et co-auteurs ; mais si on l'accepte, on devrait logiquement aller plus loin, quant aux qualités.

1. La réclusion est de trois jours à vingt-quatre ans ; la détention de trois jours à vingt-quatre ans et isolement nocturne.

2. Art. 66. — La tentative sera punie moins sévèrement que le crime ou le délit accompli. La peine de la tentative peut être abaissée au-dessous du minimum fixé pour le crime

« Les qualités ou circonstances personnelles à un auteur ou à un complice, qui font disparaître la criminalité de l'acte, diminuent la peine ou l'aggravent, ne peuvent être prises en considération à l'égard des autres auteurs et complices ».

Il résulte de l'exposé succinct que nous venons de faire des législations étrangères que :

1. Dans toutes ces législations, ainsi que dans le droit roumain, les complices sont passibles d'une peine moindre que les auteurs ;

2. Seul, le droit français a conservé le principe romain : les complices assimilés aux auteurs sont passibles de la même peine, malgré le correctif contenu dans l'article 463 du Code pénal.

Qu'il nous soit permis d'espérer une refonte des lois pénales dans le sens des déductions qui découlent de notre étude. Le châtement est une sanction sociale qui doit être juste.

La France, généreuse terre classique de la Justice et du Droit, se doit de faire sienne la pensée si pro-

---

ou le délit ; elle peut même consister en une peine d'un degré inférieur.

Si le Code a édicté contre le crime accompli la peine de mort, ou celle de la maison de force à perpétuité, la tentative sera punie de la maison de force à temps.

Cette peine, lorsque la peine du crime sera la mort, ne sera pas inférieure à cinq ans, et si c'est la maison de force à perpétuité, à trois ans.

fondément humaine et vraie de Garrofalo : « Que chacun ne souffre ni plus ni moins que son individualité n'a mérité ».

---

Vu : le président de la thèse,  
**A. LE POITTEVIN**

Vu : le Doyen,  
**LYON-CAEN**

Vu et permis d'imprimer :  
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,  
**LIARD**



## TABLE DES MATIÈRES

|                                                                                                                                                                                                    | Pages |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| PRÉLIMINAIRE . . . . .                                                                                                                                                                             | 5     |
| CHAPITRE I. — Les données historiques. — L'ancien droit pénal roumain . . . . .                                                                                                                    | 9     |
| <i>Section I.</i> — Définition. — Association et complicité. — Conditions nécessaires à l'existence de la complicité . . . . .                                                                     | 17    |
| <i>Section II.</i> — Le droit roumain : auteurs, coauteurs, codélinquants. — Auteurs matériels et intellectuels. . . . .                                                                           | 32    |
| <i>Section III.</i> — § 1. — Complicité antérieure à l'exécution de l'infraction. — Complicité par des faits concomitants à l'exécution du délit. — Complicité postérieure à l'exécution du délit. | 39    |
| § 2. — Complicité par instructions . . . . .                                                                                                                                                       | 50    |
| § 3. — Complicité par moyens du délit. . . . .                                                                                                                                                     | 51    |
| § 4. — Complicité par aide (assistance). . . . .                                                                                                                                                   | 58    |
| <i>Section IV.</i> — Complicité présumée. . . . .                                                                                                                                                  | 62    |
| <i>Section V.</i> — Complicité spéciale (et délit <i>sui generis</i> ). — Le recel. . . . .                                                                                                        | 66    |
| Le recel international . . . . .                                                                                                                                                                   | 73    |

|                                                        |     |
|--------------------------------------------------------|-----|
| CHAPITRE II. — Législation comparée . . . . .          | 83  |
| CHAPITRE III. — La peine en matière de complicité . .  | 103 |
| <i>Section I.</i> — Système du Code pénal roumain . .  | 103 |
| <i>Section II.</i> — Législation comparée. — La peine. | 119 |



